

FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

---

# DIVORCE ET ALIÉNATION MENTALE

---

THÈSE POUR LE DOCTORAT

(SCIENCES JURIDIQUES)

*Présentée et soutenue le mardi 10 juin 1919, à 4 h. 1/2.*

PAR

**R. SEMELAIGNE**

---

*Président : M. PIÉDELIÈVRE, professeur*

*Suffragants : { MM. BARTIN, professeur  
HÉMARD, agrégé*

---

PARIS

JOUVE & C<sup>ie</sup>, ÉDITEURS

15, RUE RACINE, VI<sup>e</sup>

1919



THÈSE  
POUR  
LE DOCTORAT



**FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS**

---

**DIVORCE**  
ET  
**ALIÉNATION MENTALE**

---

**THÈSE POUR LE DOCTORAT**

(SCIENCES JURIDIQUES)

*Présentée et soutenue le mardi 10 juin 1919, à 4 h. 1/2.*

PAR

**R. SEMELAIGNE**

---

*Président : M. PIÉDELIÈVRE, professeur*

*Suffragants : { MM. BARTIN, professeur  
HÉMARD, agrégé*

---

**PARIS**

**JOUE & C<sup>ie</sup>, ÉDITEURS**

**15, RUE RACINE, VI<sup>e</sup>**

**1919**



# ALLOCATION MENTALE

---

*La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses : ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.*

# DIVORCE ET ALIÉNATION MENTALE

---

## INTRODUCTION

« Le public est toujours partie dans les questions de mariage », disait Portalis. Il n'est donc pas surprenant que l'opinion ne se soit jamais désintéressée de tout ce qui concerne le divorce. Nous n'en discuterons pas ici le principe ; il est admis depuis 1884 et il n'y a pas à revenir sur un fait acquis ; mais depuis cette époque, on a fait couler des flots d'encre, soit pour l'élargir, soit pour l'endiguer. On sait que la loi Naquet ne l'autorise que pour causes déterminées, énumérées dans les articles 229 à 233 du Code civil. Au cours de sa discussion, un amendement déposé par M. Guillot, député, et tendant à introduire parmi ces causes déterminées l'aliénation mentale de l'un des époux, avait été repoussé. Cette idée a repris corps, il y a quelques années, dans deux projets de loi, déposés sur le bureau de la Chambre, et à quelques jours d'intervalle seulement, par MM. Viollette et Colin.

D'autre part, le principe en a dernièrement été

discuté au sein de plusieurs sociétés savantes. Etant données ces circonstances, nous avons pensé qu'il pouvait n'être pas inutile de tenter une étude de l'aliénation mentale envisagée comme cause du divorce.

Au cours de ce travail, nous aurons souventes fois l'occasion de quitter le domaine du droit pour entrer dans celui de la médecine mentale ; nous ne pourrons alors que nous borner à baser nos convictions sur le fruit de l'expérience des hommes de l'Art, car, en une telle occurrence, les aliénistes, nous le verrons, seraient certainement appelés à jouer un rôle prépondérant.

Ce travail, entamé avant la guerre, a peut-être un peu perdu de son actualité avec le temps écoulé ; les Chambres ont eu, durant ces cinq années, d'autres préoccupations que celle d'examiner les projets de loi Viollette et Colin. Quoi qu'il en soit, et même si cette réforme législative ne devait jamais entrer en discussion, le sujet nous semble, aujourd'hui encore, valoir la peine d'être traité.

## CHAPITRE PREMIER

### HISTORIQUE DES CAUSES DU DIVORCE

L'aliénation mentale a-t-elle, à une époque quelconque, été admise au nombre de ces causes ?

---

Au cours de cet exposé, nous ne nous placerons qu'au point de vue spécial qui nous occupe et qui concerne l'aliénation mentale dans ses rapports avec le divorce.

Dans les législations très anciennes, telles que la loi de Manou, le Talmud, les causes de rupture de l'union matrimoniale sont très nombreuses ; l'idée dominante est que la femme ne doit être considérée que dans sa fonction de procréatrice. Le Talmud, après avoir indiqué l'impuissance et la maladie comme causes de répudiation, énumère encore la mauvaise haleine, le bégaiement, etc., mais la folie n'y est nulle part citée en propres termes ; il semble toutefois qu'on puisse la comprendre au nombre des maladies. Tout ceci, du reste, ne présente pour nous qu'un intérêt purement documentaire.

Mais par contre, l'autorité des précédents de l'antiquité romaine a et aura toujours un poids incontestable. Il semble qu'avant le sixième siècle de Rome, le divorce, sans être prohibé par la loi, n'était guère en usage ; la cause semble en être due aux vieilles mœurs romaines et à la discipline des « patres familias ». Sous l'Empire, il n'en est plus de même ; les divorces par consentement unilatéral et par répudiation devinrent innombrables. La « laudatio Turiæ » en témoigne « Rara sunt tam diuturna matrimonia, finita morte, non divortio interrupta ». Avec le principe du « liberum matrimonium » le « divortium mutuo consensu » était d'un usage courant ; quant au « repudium » par la volonté d'un seul, un texte attribué à Ulpien (1), qui vivait au temps des Sévères, est le premier monument romain où nous voyons discuter le fait de savoir si la folie est une cause de rupture du lien conjugal ; nous allons voir qu'il conclut par une distinction « Si maritus vel uxor constante matrimonio furere coeperint quid faciendum sit, tractemus... eam personam quæ furore detenta est, quia sensum non habet, nuncium mittere non posse. An illa repudianda est, considerandum est ? et si quidem intervallum furor habeat vel perpetuus quidem morbus est, tamen ferendus his qui circa eam sunt, tunc nullo modo oportet dirimi matrimonium... Quid

---

1. *Digeste*, loi XXIV, titre III, liv. 22, par. 7.

enim tam humanum est quam ut fortuitis casibus mulieris maritum vel uxorem viri participem esse. — Sciente ea persona quæ cum compos mentis esset (et) ita furenti... nuncium miserit, culpa sua nuptias esse diremptas. » Ulpien pose donc en principe que la plus triste des affections morbides mérite un redoublement de soins et non l'abandon du foyer domestique de la part du conjoint demeuré sain d'esprit. Et à cet égard, il expose ses idées en une formule saisissante, quand il dit que les époux se doivent à eux-mêmes et doivent à la race d'être toujours unis dans la bonne comme dans la mauvaise fortune ; il voit dans cet acte d'abnégation et de renoncement la forme la plus élevée du devoir conjugal ; il désapprouve en termes énergiques et flétrit vigoureusement tous ceux qui seraient tentés de se soustraire à ce qu'il considère comme une stricte obligation.

Il tempère toutefois sa décision si catégorique en ajoutant « sin autem tantus furor est, ita ferox, ita perniciosus ut sanitatis nulla spes supersit... et forsitan altera persona (velit), vel propter sævitiam furoris, vel quia liberos non habet, procreandæ sobolis cupidine tenta est (dirimere) ; licentia erit compoti mentis personæ furenti nuncium mittere : ut nullius culpa videatur esse matrimonium dissolutum, neque in damnum alterutra pars incidat ». Mais il ressort clairement des termes mêmes de la

deuxième partie de ce paragraphe qu'Ulpien n'admét alors la solution du divorce qu'à regret, comme ultime ressource, dans un but de procréation et accessoirement comme mesure de sûreté. Tel est le droit classique.

Avec Constantin l'esprit chrétien invoquant la grande parole de l'Evangile « quos Deus conjunxit, homo non separet », tend à refréner le divorce dont plus que jamais il était fait un usage abusif. S'il n'est guère paré, même à l'époque justinienne, au véritable divorce *mutuo consensu*, le *repudium* unilatéral est nettement restreint, principalement par la Constitution de Théodose II et Valentinien III de 449.

Puis, l'Empire se désagrège ; la morale s'en ressent. Toutefois les monuments juridiques de l'époque classique restent en honneur et l'Empereur byzantin Léon VI semble, au XI<sup>e</sup> siècle, faire allusion au texte d'Ulpien quand il prend soin de dire au début d'une de ses Nouvelles (Const., CXII) comme pour s'excuser des innovations qu'il introduit : « Veterum jurisconsultorum sententiam, qua furorem matrimonium impedire, jam initum autem non infirmare constituitur, neque convellere, neque reprehendere est animus... » Animus, c'est l'esprit, l'essence même de la loi, qui lui paraît si bien comprise qu'il voudrait n'avoir ni à la faire disparaître, ni même à l'infirmar en quoi que ce soit.

Il est juste de dire que ce souverain, qui, par la

vie qu'il a menée, mérite si peu le nom de Philosophe, après avoir ainsi rappelé ce qui était admis comme règle classique, autorise le divorce pour cause de folie en rompant le lien conjugal au bout d'un certain temps. « Ut si uxor mente capiatur, idque neque dolo mariti, neque ipso conscio, aliorum maleficio fiat et ultra tres annos id malum duret : matrunonium dirimatur alteramque uxorem ducere marito liceat » (Const. XCI). Et réciproquement la femme pourra, dans les mêmes conditions, sauf le délai qui sera prolongé, obtenir la dissolution de son mariage : « Ut si maritus per matrimonii tempus in furorem incidat, intra quinquennium matrimonium solvi nequeat ; eo autem elapso, si furor eum adhuc occupat, solvi possit ». En somme, si le droit classique, reflété par le texte d'Ulpien, n'admettait pas en principe le repudium unilatéral pour cause de folie, « furor ou dementia » il apportait à cette règle certains tempéraments, le considérant alors comme un remède inévitable. Quant à la Nouvelle de Léon VI, elle en faisait, sous certaines conditions, une cause déterminée de rupture du lien conjugal.

Notre ancien droit, inspiré des Evangiles, proscriit le divorce d'une façon formelle et en toute occurrence, n'autorisant la séparation « Quoad torum et mensam » que dans les cas tout à fait exceptionnels.

Nous n'y trouvons aucune allusion à la folie considérée sous cet angle spécial. Nous plaçant au

même point de vue, nous y voyons la maladie formellement proscrite des causes de séparation. Nul n'ignore les ravages causés par la lèpre au moyen âge dans toute l'Europe, les mesures rigoureuses prises contre les lépreux ou méséaux, leur « capitis diminutio » presque complète dans certaines coutumes, et partout, leur isolement absolu, leur internement dans une léproserie ou maladrerie au seuil de laquelle ils devaient abandonner toute espérance de revoir jamais les leurs et de vivre un jour une autre vie. Peut-on voir plus affreuse mort morale que celle-là, dans laquelle un être humain, qui peut d'autre part jouir de toutes ses facultés, est rejeté hors du monde vivant ? C'est alors que se posa la question de savoir si le mariage du lépreux peut être dénoué à la demande de son conjoint ? Nos anciens jurisconsultes n'hésitèrent pas à répondre que non : « Ne souffre la loi, dit Bouteillier (1), que s'il advenoit que l'homme ou la femme que marié seroit, quelle qu'elle fust, chust en mésellerie, pour ce n'est mie le mariage divorcé ne doivent jamais se partir l'un de l'autre ».

Le droit coutumier, d'accord avec le droit canon, se montrait donc irréductible sur la question du divorce. La séparation de corps « A toro et mensa » fait que les liens du mariage sont détendus et non rompus. Il est juste de dire que la législation cano-

---

1. Somme rurale, liv. II, titre 7, du mariage aux Méséaux.

nique brisa souvent bien des unions ; mais pour ce, elle s'appuie presque toujours sur la forme dans la célébration du Sacrement de mariage, respectant ainsi le principe de l'indissolubilité, et n'envisageant que la nullité « *ab initio* ».

Au XVIII<sup>e</sup> siècle, un grand mouvement philosophique se crée tendant à introduire en toutes choses le maximum de liberté individuelle. Les publications de toutes sortes, les journaux se mettent à travailler l'opinion ; la société n'a pour but que la sauvegarde des intérêts particuliers se fondant dans l'intérêt général et aucune convention ne doit mettre d'entraves à ce libre arbitre absolu.

Ces idées nouvelles étaient incompatibles avec un régime matrimonial aussi strict que celui, qui pendant des siècles, avait été notre partage. La loi du 27 septembre 1792, faisant table rase de tous les précédents, admet le divorce de la façon la plus large ; proscrivant l'antique séparation de corps, elle en multiplie les causes parmi lesquelles nous voyons s'étaler, en propres termes, l'aliénation mentale (indépendamment au reste du divorce par consentement mutuel et même unilatéral pour incompatibilité d'humeur).

Dans tous les cas, à l'instar du droit romain classique, entrain en scène une assemblée de parents et d'amis, devant laquelle le ou les époux exposaient leurs griefs. Le devoir de cette espèce de tribunal

domestique était de prévenir, autant que possible, les projets de rupture. Qu'il s'agit d'aliénation mentale ou d'incomptabilité d'humeur, l'assemblée de famille devait se réunir trois fois, au bout d'un mois après la première convocation, puis deux mois après la première séance, enfin trois mois après la seconde. L'officier de l'état civil prononçait alors le divorce de plein droit, huit jours au minimum après cette dernière réunion et sur l'instance du seul époux demandeur. On pouvait en appeler des sentences de cette sorte de tribunal arbitral de famille à la juridiction civile.

A la suite de la promulgation de la loi de 1792 les statistiques des divorces ne laissèrent pas d'être effrayantes ; à Paris, dans les vingt-sept mois qui suivirent, il y eut 5.944 divorces. Dans les trois premiers mois de 1793 leur nombre égala celui des mariages ; en l'an VI, il le dépassa sensiblement ; l'union matrimoniale empruntait alors tous les caractères du contrat de louage.

Toutefois, au point de vue spécial où nous nous plaçons, cette expérience malheureuse n'atteignit pas des chiffres bien inquiétants ; sur les 5944 divorces transcrits à l'état civil de Paris du 1<sup>er</sup> juillet 1793 jusqu'au 29 prairial, an III, 14 seulement furent motivés par la démence. C'est peu et les conjoints montraient ici, surtout en des temps si troublés, une modération vraiment touchante. Il est juste de dire

qu'étant données nos mœurs, si différentes de celles d'il y a un siècle, il n'en serait peut-être plus de même aujourd'hui ; et puis cette statistique n'est pas très probante en ce sens que les causes de divorce étaient alors si nombreuses qu'il était plus simple, pour l'époux demandeur, d'invoquer l'incompatibilité d'humeur que l'aliénation mentale de son conjoint. Le Code Napoléon restreint considérablement le nombre des causes du divorce. L'aliénation mentale en est exclue, tandis que le consentement mutuel y subsiste. Des précautions de toutes sortes sont prises pour enrayer, autant que possible, les divorces et endiguer le torrent d'immoralité que roulaient avec elles les lois révolutionnaires. Ces sages mesures eurent un effet salubre : nous voyons alors la moyenne des divorces tomber à Paris à cinquante par an.

Au commencement de la Restauration, le retour à la Monarchie, avec la Charte de 1814 qui déclarait le catholicisme religion d'Etat, vient apporter aux doctrines canoniques un regain de puissance ; le divorce était dès lors condamné ; sur une proposition de M. de Bonald, sa suppression fut votée le 8 mai 1816.

La Révolution de 1830 rétablissant la laïcité des pouvoirs publics, la religion catholique cessa d'être religion d'Etat, et le rétablissement du divorce paraissait logique puisqu'il n'avait été supprimé qu'en tant qu'incompatible avec les dogmes de cette reli-

gion d'Etat. Proposé dès 1831, puis en 1832 et 1833, tous les efforts des députés, principalement de M. Bardoux, se heurtèrent à l'obstruction de la Chambre des Pairs. En 1848, M. Crémieux reprit ces propositions de rétablissement du divorce, mais malgré la poussée libérale et les tendances réformatrices du moment, le projet ne vint même pas en discussion. Pendant près de trente et un ans la question n'allait plus être soulevée législativement.

Mais les souffles nouveaux de liberté qui s'épanchaient dans tout le vieux Continent nous poussaient à comparer nos législations à celles de nos voisins qui admettaient le divorce; un grand mouvement d'immigration amenait de nombreuses unions entre Français et étrangers.

C'est sous l'influence de ces faits, qu'en 1876, M. Naquet déposait un projet de loi, reproduisant à peu de chose près la loi de 1792; ne pouvant le faire aboutir, il lui en substitua un autre qui constituait un retour au système du Code Napoléon par l'abrogation pure et simple de la loi de 1816. Ce dernier, voté par la Chambre, conformément aux conclusions de M. de Marcère, et amendé par le Sénat, fut définitivement adopté par celui-ci le 27 juillet 1884.

D'après cette loi (art. 229 à 233 du C. civ.), les causes du divorce sont déterminées et au nombre de quatre (adultère, excès, sévices ou injures graves et condamnation à une peine afflictive ou infamante)

ou même de trois, car on réunit d'ordinaire en une seule les sévices et les injures, mais cette énumération n'est limitative qu'en apparence, le mot injure ayant pris dans la jurisprudence moderne un sens excessivement large ; on peut dire que dans notre système actuel, le divorce est possible toutes les fois que l'un des époux manque gravement à ses devoirs envers l'autre. Il ne peut alors se plaindre si le divorce est prononcé contre lui, car il subit la peine de la faute qu'il a commise « recipit mercedem ».

Depuis cette époque le législateur n'a pas modifié ces textes quant au fond ; il s'est résolu à plusieurs reprises à améliorer les règles relatives, soit à la procédure, soit aux effets du divorce ; jamais il n'a cru devoir toucher aux articles du Code civil qui énumèrent les causes susceptibles de rompre légalement l'union matrimoniale.

## CHAPITRE II

### LES PROPOSITIONS DE LOI

---

MM. Viollette et Colin, députés, ont, comme nous l'avons dit, déposé en 1912 sur le Bureau de la Chambre, à quelques jours d'intervalle, deux projets de loi tendant notamment à faire admettre l'aliénation mentale persistante de l'un des époux au nombre des causes du divorce. Voici les textes de ces deux propositions de loi, en ce qui concerne notre sujet.

#### I

#### PROPOSITION DE LOI

Tendant à rétablir et à compléter le chapitre III du titre IV du livre premier du Code civil et tendant à autoriser le divorce en cas d'aliénation mentale de l'un des époux (et en cas d'abandon prolongé et persistant du domicile conjugal par l'un des époux). Présenté par M. Maurice Viollette, député,

#### *Exposé des motifs*

MESSIEURS,

Le divorce par la volonté d'un seul est chose particulièrement grave et délicate à organiser.

Cependant, il est au moins deux cas où il ne peut y

avoir difficulté, c'est le cas d'abandon prolongé du domicile conjugal et le cas d'aliénation mentale.

On pourrait du reste très bien prétendre que ce ne sont là que des cas particuliers du divorce pour cause déterminée.

A la vérité, cette opinion serait soutenable, de même que serait soutenable aussi cette opinion qu'en dehors du divorce par consentement mutuel, il n'y a que le divorce par la volonté d'un seul. L'adultère, les sévices, les injures, sont toujours des causes de divorce par la volonté d'un seul, au moins quand l'autre époux y contredit.

Il semble cependant qu'il y ait bien lieu de créer un chapitre spécial pour ces causes du divorce qui interviennent alors que le foyer conjugal est disloqué. En effet, dans ce cas, il est tout à fait inutile de laisser subsister toute la procédure des articles 234 et suivants, laquelle organise précisément presque d'une façon matérielle la séparation des deux époux.

Il serait par exemple puéril, dans le cas de folie, de laisser subsister l'obligation pour le Président de fixer comme domicile pour le malade la maison où il est enfermé, ou de convoquer les deux époux pour tentative de conciliation.

Nous vous proposons donc d'intituler le nouveau chapitre : « Procédures spéciales » et nous vous soumettons en conséquence les dispositions suivantes :

*Proposition de loi*

Article unique. — L'intitulé du chapitre 3 du titre 6 du livre 1<sup>er</sup> du Code civil est rétabli et ainsi rédigé : « Du divorce par consentement mutuel et procédures spéciales ».

Les articles (287, 288) 289 sont rédigés ainsi qu'il suit :

Art. 289. — L'aliénation mentale sera également une cause péremptoire du divorce, lorsque l'internement du conjoint aliéné aura eu une durée ininterrompue d'au moins trois ans.

« L'époux qui alléguera cette cause de divorce devra à trois reprises différentes et à un intervalle d'au moins un an présenter requête au Président du Tribunal pour obtenir nomination de deux médecins qui auront mission de dire si le malade doit ou ne doit pas être considéré comme incurable.

« Le même médecin ne pourra pas être commis deux fois. L'assignation du divorce devra viser ces trois expertises. Le divorce ne pourra être prononcé que si ces expertises concluent toutes les trois qu'il n'y a aucun espoir de guérison. Les dépens de l'instance seront toujours à la charge de l'époux demandeur.

## II

### PROPOSITION DE LOI

Tendant à faire de l'aliénation mentale une cause de divorce,  
présentée par M. Maurice Colin, député (1).

#### *Exposé des motifs*

MESSIEURS,

Depuis que la loi du 27 juillet 1884 a rétabli le divorce en France, le législateur s'est, à plusieurs reprises, préoccupé d'améliorer les règles relatives, soit à la procédure, soit aux effets du divorce; jamais encore il n'a cru devoir toucher aux règles qu'on peut considérer comme fondamentales et essentielles en la matière; je veux parler des règles qui précisent les causes susceptibles d'entraîner légalement la rupture du lien conjugal.

Et cependant les protestations soulevées sans cesse dans la presse et l'opinion par ce qu'il y a peut-être de trop étroit dans le cadre inflexible que le législateur a cru devoir tracer, semble bien démontrer que sur ce point l'œuvre législative de 1884 réclamait d'utiles retouches... Aujourd'hui qu'une expérience bientôt trentenaire ne saurait plus autoriser à prétendre que le divorce est vraiment de

---

1. Annexe au procès-verbal de la Séance de la Chambre des députés du 17 novembre 1910.

nature à détruire la famille et à compromettre l'ordre social, il serait à souhaiter que par une réforme d'ensemble le législateur reprenne l'œuvre élaborée en 1884 et ne craigne pas d'élargir le cadre tracé à cette époque, puisque sans que l'intérêt social l'exige, ce cadre exclut encore trop de cas où le lien conjugal ne peut plus être considéré par ceux qui le doivent subir que comme une insupportable chaîne.

De tous ces cas, il n'en est pas peut-être de plus intéressant et de moins discutable que celui de l'époux retenu par la loi dans les liens du mariage qui l'unit à un être dont la raison a définitivement sombré dans la folie ou la démence. Alors qu'aucune intimité n'est plus possible, alors que toute cohabitation est devenue intolérable ou même dangereuse, la loi inflexible ne craint pas de maintenir indéfiniment un lien légal là où tout lien de fait est manifestement rompu, là où même il n'y a plus chance qu'il se puisse jamais renouer... Trop de législations ont sur ce point devancé la nôtre pour que l'hésitation reste permise.

Sans doute, il convient de ne pas se montrer trop facile dans l'admission des preuves requises pour établir l'aliénation mentale susceptible d'être invoquée comme une cause de divorce. Mais en décidant par exemple que la collocation dans un établissement public ou privé d'aliénés devrait nécessairement précéder toute instance en divorce fondée sur

la folie, ne pourrait-on écarter par avance les incertitudes, les inconvénients et les difficultés que serait de nature à soulever une instance de ce genre, s'il était possible de l'introduire de plano ... Toutes les législations qui rangent l'aliénation mentale au nombre des causes du divorce ont estimé qu'un laps de trois années constituait un temps d'épreuve suffisant pour le conjoint de l'aliéné sans d'ailleurs restreindre dans des limites trop étroites le champ ouvert aux observations des hommes de science appelés à diagnostiquer l'évolution de la maladie mentale invoquée comme cause de rupture du lien conjugal. En décidant que, maintenue depuis trois ans au moins, la collocation dans un établissement public ou privé d'aliénés autorise le conjoint de l'aliéné à demander le divorce, si d'ailleurs il peut établir l'incurabilité de l'aliénation mentale qu'il invoque, la réforme proposée ne ferait donc qu'introduire notre législation dans une voie depuis longtemps ouverte et suivie.

Resterait à compléter la réforme par certaines dispositions relatives aux biens, dispositions qui seraient de nature à mettre les règles par lesquelles le Code civil précise les conséquences pécuniaires du divorce en harmonie avec la nature particulière de la nouvelle cause de rupture du lien conjugal.

C'est ainsi qu'il importerait d'éviter que le divorce prononcé pour aliénation mentale puisse être pour

l'aliéné ou son conjoint une source de profit ou une cause de désavantage... D'autre part il conviendrait d'admettre une disposition que nous trouvons écrite dans l'article 1583 du Code civil allemand. Aux termes de ce texte, le mariage dissous pour cause d'aliénation mentale de l'un des époux laisse à la charge de l'autre les obligations alimentaires et d'entretien qui pèsent sur l'époux contre lequel le divorce a été prononcé pour toute autre cause...

Ainsi réalisée et comprise, la réforme proposée ne soulève vraiment aucune objection sérieuse. Elle réalise un progrès désirable. C'en est assez pour que nous demandions à la Chambre de la voter.

En conséquence nous lui soumettons la proposition suivante :

*Proposition de loi*

Article unique. — L'article 233 du Code civil est rétabli en ces termes :

« Art. 233. — Quand, depuis trois ans au moins, l'un des époux aura dû être colloqué et maintenu dans un asile public ou privé d'aliénés, l'autre époux pourra demander le divorce pour cause d'aliénation mentale, sauf à établir que celle-ci est incurable. »

L'article 301 du Code civil est complété par un deuxième alinéa ainsi conçu :

« En cas de divorce pour cause d'aliénation mentale, le divorce sera toujours réputé prononcé aux

torts réciproques des deux époux. Toutefois, au point de vue alimentaire, le conjoint qui a demandé et obtenu le divorce, sera soumis aux obligations dont il serait tenu si le divorce avait été prononcé contre lui pour une des causes visées par les articles 229 à 232 du Code civil. »

Les deux projets de loi que nous venons de transcrire ont ceci de commun qu'ils tendent tous deux à faire admettre l'aliénation mentale au nombre des causes du divorce quand l'un des conjoints interné depuis trois ans aura été déclaré incurable.

M. Viollette insiste particulièrement sur cette question d'incurabilité, fixant une procédure d'expertises successives, destinées à donner toute garantie au conjoint malade.

M. Colin se préoccupe d'autre part de la question d'assistance matérielle qui peut incomber, en dehors de la vie commune, et même après le divorce, à l'époux bien portant.

## CHAPITRE III

### DOCTRINE ET JURISPRUDENCE

---

#### § 1. — Doctrine

Au point de vue doctrinal, il y a unanimité quasi absolue; les meilleurs auteurs se refusent à envisager la possibilité de l'admission de l'aliénation mentale au nombre des causes du divorce; il ne saurait d'ailleurs en être autrement, notre législation étant, nous l'avons vu, absolument formelle à cet égard. Carpentier déclare (1) « que la folie ne sera jamais une cause de divorce ». Pour Coulon (2) « si l'ivrognerie d'un époux, quand elle produit du scandale et devient une habitude, justifie une demande en divorce de la part du conjoint, il faut que les faits d'ivrognerie aient eu lieu en dehors de toute influence résultant d'infirmités physiques ou intellectuelles. »

Pourtant Demolombe et Grévin (3) prévoient le

---

1. *Traité théorique et pratique du divorce.*

2. *Le divorce et la séparation de corps*, t. III, p. 78.

3. *Traité du divorce.*

cas où le désordre mental doit être imputé à une faute de celui qui en est atteint ; ils estiment que dans ce cas, les injures et sévices peuvent être retenus. Il est naturellement question ici des troubles mentaux en rapport avec les excès alcooliques. Cette thèse de Demolombe et Grévin est intéressante en ce sens qu'elle établit une distinction entre les effets de l'alcoolisme et ceux de l'intoxication chronique ; la question est tranchée en ce qui concerne l'ivresse : de la part d'un homme jouissant de la plénitude de ses facultés mentales, le fait de s'enivrer fréquemment constitue une injure vis-à-vis de sa femme. En effet, les excès ou sévices commis sous l'influence de l'ivresse ne reçoivent de ce fait aucune atténuation ; pas de doute à ce sujet. Mais les accidents mentaux de l'alcoolisme chronique ont un mécanisme différent. Cependant pour Demolombe et Grévin, le buveur serait pleinement responsable de ces violences ou de ces injures « conséquences de l'état de dégradation morale dans lequel il s'est volontairement plongé », même lorsqu'il serait atteint « de délire alcoolique, de démence momentanée troublant son jugement et l'amenant par exemple à des accès de jalousie non justifiés ». Nous verrons plus loin que la jurisprudence a fait sienne cette théorie.

## § 2. — Jurisprudence

Laloi n'a de valeur que par la façon dont en usent les tribunaux ; à ceux-ci de ne pas se borner à la lettre des textes, mais à se pénétrer de leur esprit de manière à les appliquer sans trop stricte rigueur comme sans excessif relâchement.

En matière de divorce, les juges français se sont montrés d'une très grande largeur d'idées ; ils se sont laissés aller à donner aux mots « Injures graves » le sens le plus étendu, de telle manière que nous pouvons dire que nous avons en France un nombre presque illimité de causes déterminées du divorce : la faute en est d'ailleurs due en partie à l'imprécision même de l'article 231 du Code civil. Mais ils n'ont jamais admis, au nombre de ces causes, d'affections d'aucune sorte. Les maladies, quelque répugnantes qu'elles soient, ne peuvent en aucun cas constituer une cause de séparation de corps ou de divorce.

Dans ce sens cet arrêt du Tribunal de Marseille du 21 février 1902 (1). Un sieur L... explique sa conduite vis-à-vis de sa femme, qui l'accuse de professer pour elle un mépris outrageant, par la répugnance invincible que lui inspire une infirmité dont elle est atteinte. Le Tribunal conclut « Attendu qu'il ne

---

1. D. P., 1902, II, 198.

s'agit pas d'un vice constitutionnel qui rendrait la femme impropre à la génération... déboute le mari de sa demande de séparation de corps et fait droit à la demande introduite par la femme aux mêmes fins ».

Cette jurisprudence est constante : Dans le même sens des arrêts d'Orléans du 18 novembre 1900 (1), de Lyon du 20 novembre 1903 (2) et de la Cour de cassation du 4 mars 1902 (3).

A plus forte raison, l'aliénation mentale qui supprime la responsabilité ne saurait être invoquée à l'appui d'une demande en séparation de corps ou de divorce.

Les excès, sévices ou injures graves, commis sous l'empire de la folie, ne sauraient être retenus. Citons un arrêt de la Cour de cassation (Ch. des Req.) du 5 mars 1902 (4).

Un sieur L... s'était livré sur sa femme à des violences d'ailleurs peu graves, dit l'arrêt. Les certificats médicaux attribuaient ses actes à une profonde neurasthénie qui aurait fini par nécessiter son complet isolement d'abord, puis son départ de Paris et de longs voyages. La Cour refusa de prononcer le divorce, car « il n'y avait pas lieu de considérer L.

---

1. S., 1902, II, 199.

2. D. P., 1904, II, 186.

3. S., 1902, III, 188.

4. D. P., 1901, I, 192.

comme responsable de ses actes, imputables à la maladie dont il souffrait et qu'il était incapable de réprimer. »

Voici une autre espèce : Une dame X... demande le divorce pour violences, contre son mari, paralytique général. Le Tribunal de la Seine repousse la demande dans un jugement du 12 février 1906 (1) « Car il n'a pu être établi que le malade était responsable au moment où les faits reprochés ont été commis ».

Rapportons enfin un jugement du Tribunal de Lure du 14 mars 1863 (2) qui, quoiqu'antérieur à la loi sur le divorce nous a paru intéressant. En voici les points importants : « Attendu qu'il résulte que depuis un certain nombre d'années la demanderesse a été en but aux mauvais traitements de son mari, — qu'à plusieurs reprises il s'est livré sur elle à de graves violences, la terrassant, la foulant aux pieds, la frappant à coups de poings et de bâton jusqu'à effusion de sang. — Attendu que le défendeur a été l'objet d'une instruction criminelle, terminée par une ordonnance de non-lieu, motivée par son état d'aliénation mentale. — Qu'on ne peut résister à cette conviction, que les outrages et les sévices ont été accomplis par le mari lorsqu'il était en état de démence. — Que si sous l'empire de l'ancien droit, la question de savoir si la

---

1. D. P., 1906, II, 19.

2. *Gazette des Tribunaux*, du 6 janvier 1869.

démence et les actes de fureur qu'elle engendre sont des causes légitimes de séparation, a été résolue en sens opposé par les Parlements de Paris et de Rouen, elle ne paraît pas devoir faire aujourd'hui l'objet d'un doute sérieux. — Qu'en effet, bien que le défendeur soit matériellement l'auteur des sévices, il n'a apporté dans leur accomplissement qu'une volonté d'homme en démence, volonté quasi animale, qui d'après la loi pénale, comme d'après les plus simples lumières de la raison, est nécessairement exclusive de culpabilité. — Que la séparation de corps est par elle-même et par les conséquences qu'elle entraîne, une véritable peine, ce qui suppose une faute imputable à l'époux contre lequel elle est prononcée :

Attendu que d'un autre côté l'article 212 du Code Napoléon impose aux époux le devoir de se porter aide et assistance et que le législateur qui savait que ce devoir devient plus étroit lorsque l'un des conjoints est atteint d'infirmités qui peuvent affecter l'esprit aussi bien que le corps, a simplement rendu l'époux recevable à provoquer l'interdiction de son conjoint .. rejette...

Une seule dérogation a été admise par un arrêt de la Cour de Montpellier du 1<sup>er</sup> février 1866 (1) : « Attendu, dit la Cour, que les imputations dirigées par la dame X contre son mari, bien qu'elles ne

---

I. D. P., 1867, I, 390.

puissent provenir que des hallucinations d'un esprit troublé, sont cependant si graves et si persévérantes que la cohabitation imposée à cette dame par les devoirs du mariage n'offrirait plus pour elle aucune sécurité, adoptons au surplus les motifs des premiers juges, confirme, etc. »

Cet arrêt n'a pas fait jurisprudence. En le commentant, Laurent écrit : « Si les troubles de l'esprit dont parle cet arrêt étaient une maladie mentale, alors la Cour a méconnu les principes les plus élémentaires en matière d'injures et de divorce. Peut-on dire d'un mari qui a l'esprit troublé, dérangé, qu'il viole les devoirs qui naissent du mariage ? et peut-il y avoir divorce sans aliénation ? et y a-t-il injure où il n'y a plus de saine raison ? »

Toutefois, en fait, la décision peut être très juridique ; le trouble de l'esprit peut provenir d'un mauvais sentiment, d'une jalousie aveugle ; dans ce cas il n'y a pas de maladie mentale ; le mari est responsable de ce qu'il fait ; par suite il y a injure et cause de divorce. Il n'est même pas nécessaire que les Tribunaux possèdent la certitude absolue que les faits reprochés constituent des manifestations morbides pour rejeter une demande de séparation de corps ou de divorce.

Le fait de s'enivrer constamment et d'une manière scandaleuse constitue, de la part de celui des époux à la charge duquel ce fait est établi, une injure grave

de nature à justifier une demande en divorce (Chambéry, 13 mars 1905) (1).

Un arrêt de la Cour de Paris du 10 novembre 1897 avait cru pouvoir trouver dans les témoignages recueillis au cours de l'enquête des habitudes d'ivresse suffisantes à la charge d'une dame C. pour prononcer la séparation de corps.

La Cour de cassation renvoie l'affaire devant la Cour d'Orléans (2).

Les nouveaux juges ne trouvèrent pas les faits suffisamment établis, car il résultait des nombreux certificats médicaux produits que la défenderesse avait présenté des crises convulsives et des manifestations hystériformes.

La Cour estima qu'il y avait doute et que les faits, eussent-ils été établis, pouvaient ne pas avoir été volontaires et dès lors injurieux.

« Attendu, disait la Cour, qu'il ressort seulement de l'enquête que la dame C..., depuis son mariage, présente à maintes reprises un état d'exaltation qui la fait se livrer à des scènes plus ou moins vives et quelquefois scandaleuses, tant dans son ménage que sur la voie publique; — qu'elle est même tombée à plusieurs reprises dans l'escalier, et que les témoins ont pu, de bonne foi, attribuer ces faits à l'intempérance; — qu'il reste à la Cour à rechercher si l'expli-

---

1. D. P., 1903, V, 23.

2. D. P., 1901, II, 335.

cation que peuvent en donner les appelants est ou non admissible ;

Attendu qu'ils justifient que, dès le 27 juin 1893, le médecin ordinaire de la dame C... lui prescrivait d'éviter les contrariétés et toute émotion morale ; — que les 20 janvier, 17 et 23 février 1894, c'est-à-dire antérieurement à la demande de séparation introduite le 2 mai suivant, le Dr Voisin, médecin de la Salpêtrière, lui prescrivait du valérianate d'ammoniaque et des douches ». — Suivent un certain nombre de certificats médicaux.

« Attendu que l'impressionnabilité excessive, le délire, les attaques convulsives, peuvent expliquer suffisamment les faits constatés par les témoins de l'enquête ; — qu'on prétendrait en vain que le Dr Voisin n'a fait remonter les premières atteintes de la maladie qu'à l'année 1893, c'est-à-dire à une époque postérieure à certains des faits reprochés à la dame C... ; — que la seule considération que l'origine de son état mental est héréditaire, suffit à faire admettre que le mal pour lequel le Dr Voisin n'avait été consulté qu'en 1894, avait pu se manifester déjà, quoique d'une façon moins évidente, à une époque antérieure, par les faits mêmes que l'enquête a établis ; — que, si les habitudes d'intempérance de la dame C... eussent existé réellement, ces habitudes et leur suppression brusque, résultant de l'internement, auraient dû exercer, sur les progrès et

la marche ultérieure de la maladie héréditaire dont elle était atteinte, une influence à laquelle il est inadmissible que les médecins n'eussent jamais fait aucune allusion ;

Attendu au surplus qu'il n'est pas nécessaire pour la Cour d'avoir la certitude juridique que l'explication fournie par les appelants est exacte ; — qu'il suffit qu'elle puisse faire naître un doute sérieux sur l'origine et la portée des actes de la dame C... pour que le caractère des faits d'ivresse donnés dans le jugement de première instance aux faits résultant de l'enquête, cessent d'être certains ; — que ce doute sérieux existe dans l'espèce ; — qu'on pourrait aller jusqu'à dire que les faits d'ivresse véritable auraient-ils été établis, leur caractère d'actes volontaires et par suite d'actes injurieux, deviendrait lui-même douteux, en raison de l'état héréditaire de la dame C... ; — qu'à ce double point de vue, la preuve de l'existence d'injures graves commises par la dame C... envers son mari ne peut être considérée comme faite.

Par ces motifs, infirme le jugement dont est appel ; — dit que C... n'a pas fait la preuve des injures graves imputées par lui à sa femme ; — le déclare mal fondé dans sa demande en séparation de corps. »

Mais encore ne faut-il pas que l'affection mentale du conjoint puisse être attribuée à quelque faute personnelle, à des excès alcooliques par exemple.

La Cour d'appel de Besançon, dans un arrêt du 18 décembre 1896 (1), déclare que les accès de délire aigu donnant lieu à des sévices d'injures et de violence et nécessitant des internements successifs, constituent de la part du mari une injure grave de nature à faire prononcer le divorce au profit de la femme, parce qu'il est établi que ces actes d'aliénation mentale sont dus à l'alcoolisme, et que c'est par sa volonté persistante que le mari se plonge à intervalles fréquents dans cet état de dégradation absolue : — Attendu que l'alcoolisme est la cause de ces accès d'aliénation mentale ; — qu'après un court séjour à l'asile, la raison lui revient ; mais dès qu'il recommence à boire, l'internement est à nouveau nécessaire ; — Attendu que c'est donc par sa volonté persistante que le mari se plonge lui-même, à intervalles fréquents, dans un état de dégradation absolue pendant lequel il devient dangereux ; qu'on ne peut dès lors obliger sa femme à rester exposée à ses accès de fureur alcoolique ; — Confirme...

Nous voyons donc que l'ivresse habituelle et volontaire entraînant des troubles mentaux, constitue une cause de divorce, même en l'absence d'injures adressées à l'autre époux ou de violences et sévices exercés sur sa personne, quand elle est publique et scandaleuse et se renouvelle, malgré les

---

1. D. P., 1898, II, 4.

remontrances du conjoint. A plus forte raison, doit-il en être de même lorsqu'elle donne lieu à un délire alcoolique au cours duquel se placent des scènes de brutalité et de coups.

Il importe seulement qu'il soit bien constaté que les agissements ne sont pas le résultat d'une impulsion morbide à laquelle il est impossible de résister, mais qu'ils sont dus au contraire à ce que le conjoint n'a pas eu la volonté suffisante pour combattre et réprimer son penchant à la boisson.

La jurisprudence ne considère donc l'aliénation mentale de l'un des époux comme une cause de divorce que si elle est due à l'alcoolisme, et si elle a été précédée de scènes d'ivrognerie injurieuses pour le conjoint. Dans ce cas, bien que celui-ci soit aliéné, mais parce que sa maladie a été causée par ses excès, l'union matrimoniale peut être rompue. Dans ce sens des arrêts de la Cour de Paris (1) du 29 avril 1881 ; de la Cour d'Agen (2) du 30 janvier 1905. Un arrêt de la Cour d'Alger (3) du 11 juillet 1892 a étendu cette jurisprudence aux excès commis par un conjoint qui s'adonne à la morphine.

Les époux M..., se marient et les premières années de l'union paraissent avoir été heureuses ; six ans après, la femme au cours d'une affection

---

1. S., 1882, II, 21.

2. D. P., 1905, II, 68.

3. D. P., 1893, II, 20.

interne est traitée par la morphine ; elle s'y adonne et, en dépit des exhortations de son mari, elle continue. Bientôt elle se livre à des voies de fait sur son mari qu'elle traite de voleur et de canaille, et sur les domestiques ; elle déserte à trois reprises le domicile conjugal, elle contracte des emprunts pour satisfaire son vice. Aussi la Cour apprécie-t-elle.

« Attendu que l'ivresse morphinique pour être moins abjecte que l'ivresse alcoolique ne saurait, pas plus que cette dernière, engager la responsabilité de la personne qui s'y livre habituellement et volontairement dans le but, non de supprimer une douleur trop vive, mais de se procurer des sensations extatiques qui peuvent lui paraître agréables, mais qui, cependant, en raison de l'état de nervosité qui en sera la suite, l'exposent à devenir une cause d'insupportable ennui, parfois même de danger pour son entourage ;

« Attendu que les faits sus-analysés constituent des sévices et injures graves et que c'est donc à bon droit que les premiers juges en ont fait la base de leur décision... » Dans tous les arrêts que nous avons mentionnés jusqu'ici nous trouvons le même procédé.

Ce n'est pas la maladie mentale qui est par elle-même cause de divorce, mais bien l'ivresse alcoolique dont elle résulte et que le Tribunal considère à juste titre comme une injure grave.

La Cour de Bordeaux semble avoir inauguré une jurisprudence un peu nouvelle sur laquelle nous nous permettons d'insister.

Les 11 juin et 6 août 1895, le Tribunal de Bergerac prononçait le divorce des époux P..., à la requête de la dame P...

Le sieur P..., interjette appel. Le 27 janvier 1897 la Cour de Bordeaux (1) confirme la décision des premiers juges à la suite d'une expertise médico-légale qui fut confiée à M. le Dr Régis.

Voici quelques dispositions de cet arrêt :

Sur le fond :

Attendu que les faits d'excès, sévices et injures graves retenus par les premiers juges à la charge de P..., ne sont pas déniés par ce dernier et qu'il sont assez graves pour servir de base à une action en divorce, si le dit P... les a commis en état de responsabilité ;

« Qu'en exécution de l'arrêt interlocutoire en date du 9 mai 1895, cette responsabilité doit être aujourd'hui appréciée avec les données de l'expertise médico-légale, le résultat de l'enquête et les écrits émanés de P... »

« Or, attendu que le Dr Régis, chargé de déterminer l'état mental de P..., n'a formé sa conviction qu'après une étude aussi intéressante qu'approfondie

---

1. D. P., 1898, II, 199.

du sujet et en coordonnant dans une synthèse d'une haute portée, les données de la physiologie mentale avec les données d'ordre psychologique ; — qu'ainsi son appréciation présente toutes les garanties pratiques que les magistrats doivent attendre d'un expert aliéniste ;

« Or, attendu que le dit expert dans les termes les plus explicites, exclut le dit P... de la catégorie des aliénés ; que s'il admet que le dit P... appartient à la classe des « délirants raisonnants » mais a idées fixes, qui vivent dans la zone frontière de la folie, l'expert, dans divers passages de son rapport, d'une précision convaincante, explique que le délire de P... n'est pas une forme de la folie ; — qu'il caractérise son type en ces termes : « P... est un déséquilibré d'origine, orgueilleux, ambitieux, toujours lucide en son délire, ne perdant jamais la raison, même dans ses pires extravagances » ;

« Attendu en outre que sur la question spéciale des responsabilités, les conclusions de l'expertise sont tout aussi catégoriques ; — qu'après avoir constaté que P..., même sous le coup du délire, a conservé une certaine liberté morale dont il aurait pu se servir pour résister à ses tendances, l'expert déclare qu'il n'est pas assez aliéné pour être interné, mais qu'il est suffisamment dangereux pour rendre la vie commune insupportable à son entourage et autorise sa femme à se protéger par le divorce ;

« Attendu que c'est au regard de ces conclusions que la Cour doit déterminer la responsabilité de P...

« Attendu, en principe, que le devoir de mutuelle assistance est l'un des plus impérieux qu'impose la loi du mariage ; — que la folie, ni toute autre infirmité, même repoussante, ne peuvent être une cause de divorce ; — que telle est la jurisprudence de la Cour ; — qu'en vertu de cette doctrine P... n'aura pas encouru le divorce, s'il a agi dans les actes qui lui sont reprochés sous l'empire d'une impulsion morbide à laquelle il n'a pu résister ;

Mais attendu, en fait, que l'étude psychologique de la conduite de P... envers sa femme confirme l'observation pathologique du médecin légiste ; — Qu'il faut remarquer d'abord que le délire de la jalousie dont P... est notoirement atteint n'a jamais présenté la forme hallucinatoire, d'où l'on peut conclure qu'aucune lésion organique n'en est la cause ; — Qu'il faut ajouter qu'aucune impression extérieure n'a pu servir de point de départ à l'idée fixe, puisque les enquêtes démontrent que la réputation de la dame P... était intacte et qu'après plus de vingt ans de mariage les soupçons et les accusations injustes de son mari ne pouvaient s'appuyer sur des faits, ni même sur de simples apparences ; — Qu'ainsi la jalousie ne présente pas les caractères d'une maladie, mais d'une passion ; — Qu'en raison philosophique cette passion, même dans ses observations les plus

extrêmes, n'est pas destructive de la liberté ; les actes qui en sont les conséquences sont des entraînements et ne cessent pas de faire partie de la vie consciente à laquelle la morale et le droit positif attachent les sanctions de la responsabilité ; — Que l'intérêt social commande que la règle, d'après laquelle l'homme conscient peut et doit résister aux mauvais penchants, prédomine devant les Tribunaux ; — Que, sans doute, le docteur Régis reconnaît que les actes imputés à P... se rattachent à son délire, d'où on pourrait induire qu'il ne les a pas accomplis librement ; — Mais que cette induction ne peut être admise, soit parce que le médecin aliéniste reconnaît lui-même que P... avait assez de liberté morale pour résister à ses impulsions morbides, soit aussi parce que les documents de l'enquête et les écrits de P... confirment cette opinion ; — Qu'en effet, cette enquête et ces écrits révèlent, qu'en pleine possession de son délire jaloux, P... conservait le sentiment de ses actes, qu'il s'identifiait avec eux, tantôt avec malice et tantôt avec complaisance ; qu'il en mesurait la portée et en calculait les suites et qu'il conservait en définitive le gouvernement de sa volonté ; — Qu'à cet égard, le jugement que P... a porté sur lui-même au sujet de son internement à l'hospice de Périgueux, dans une lettre résumée par l'expert, est d'une portée décisive ; — Qu'elle dénonce l'état de conscience dans son élément prépondérant,

le discernement ; — Que ce même état s'est manifesté avec autant de persistance que d'énergie pendant la durée de l'internement ; là, P... en face de lui-même, s'est fait calme et résigné ; il reconnaît ses torts et promet de ne plus recommencer ;

Attendu enfin qu'on retrouve, dans les enquêtes, des preuves multiples de la raison et de la liberté que P... conservait, même lorsqu'il s'abandonnait aux démonstrations de sa passion jalouse ; — qu'ainsi, on le voit lors de l'apposition des scellés, en présence de sa femme qui lui reproche d'avoir clandestinement enlevé de l'argent, des titres enfermés dans une cassette, répondre froidement « qu'il l'a fait parce qu'il en avait besoin ; — Que devant le treizième témoin qui lui reprochait l'injustice criante de ses accusations, il reconnaissait « qu'il n'était pas certain de l'inconduite de sa femme » — ; Que pendant qu'il organisait contre celle-ci une surveillance déraisonnable, il témoignait encore, par son esprit de suite, une volonté consciente et libre ; — Il faut donc décider que P... n'a suivi l'entraînement de son idée fixe que parce qu'il n'a pas voulu suffisamment combattre et réprimer son tempérament, son caractère et sa passion ;

Par ces motifs... déboute P... de l'appel qu'il a interjeté des jugements rendus par le Tribunal de Bergerac... les confirme. »

Cette décision est très intéressante en ce sens

qu'elle tend à créer à côté de la jurisprudence ordinaire des Tribunaux, à l'égard de l'aliénation mentale confirmée, une jurisprudence différente en ce qui concerne les états de semi-aliénation, de demi-folie, si l'on peut s'exprimer ainsi.

Pour la Cour, P... n'a pas agi sous l'empire d'une impression morbide à laquelle il n'a pu résister ; aucune lésion organique n'est la cause de son délire de jalousie. Ce n'est pas un malade ; il avait de mauvais penchants ; il n'a su y résister : il n'est que juste qu'il en porte le poids.

Il y aurait donc peut-être lieu de prévoir la possibilité du divorce dans les cas où les troubles psychiques, tout en étant évidents, ne sont pas assez accentués pour transformer les injures et sévices en actes absolument pathologiques, et pour permettre d'assurer, par un internement légitime et suffisant, la sécurité du conjoint.

Par l'ensemble de ces arrêts, nous voyons, qu'en somme, les Tribunaux ne se sont pas montrés, dans leur appréciation des faits, d'une rigueur absolue. Mais nous n'irons pas cependant comme M. Viollette jusqu'à dire « que le droit prétorien fait son œuvre d'interprétation et entreprend de corriger un peu la rigueur du droit strict ». Lorsque des excès alcooliques ou vénériens ont altéré les facultés mentales de l'un des époux, les juges qui prononcent le divorce prennent soin de justifier leur sentence par le carac-

tère injurieux de ces excès ; ce faisant, ils appliquent la loi sans lui donner une extension contraire à la pensée de ses auteurs.

Dans toutes les espèces que nous venons de passer en revue, il s'agit d'aliénation mentale s'étant déclarée au cours de l'union ; c'est le cas visé en propre par les projets Colin et Viollette.

Quelle serait la solution à intervenir si l'aliénation mentale était antérieure à la célébration du mariage ? La question est d'ores et déjà tranchée si le sujet ne jouissait pas de ses facultés mentales au moment de la célébration du mariage, se trouvant dans un état tel qu'il ne se serait pas rendu compte de ce qu'il faisait : « Il n'y a pas de mariage, lorsqu'il n'y a pas de consentement » (art. 446 du C. civ.). M. Perreau écrit (1) « Qu'un consentement simplement apparent entraîne l'inexistence du mariage, il en est ainsi notamment dans le cas où il aurait été contracté par un idiot ou un fou en dehors d'un intervalle lucide. »

Pour MM. Aubry et Rau (2) : « Lorsque l'une ou l'autre des parties était, à l'époque de la célébration, en état de fureur, de démence ou d'imbécillité, le mariage doit être regardé comme non avenu, quand bien même la partie qui se trouvait, en raison de son état mental, dans l'impossibilité de manifester son opinion, n'aurait point été interdite. » Il y aurait

---

1. *Revue critique de Législation et Jurisprudence*, 1903.

2. *Cours de Droit civil français*, nouvelle édition, § 18.

donc là mariage inexistant d'après l'article 146 du Code civil, et toute personne devrait, à toute époque, pouvoir opposer cette inexistence si on voulait lui faire produire effet contre elle. Ces conclusions doctrinales n'ont point prévalu (Cour de cass., 9 nov. 1887, D. P., 88.1.161). (*Contra* : Cours de Bastia, 8 fév. 1888, D. P., 88.1.317). Il faut voir là un artifice destiné à contrarier l'action des collatéraux, toujours vus avec défaveur. Il serait désirable que cette jurisprudence se modifiât. Il semble difficile qu'on puisse épouser un aliéné notoire sans soupçonner cet état maladif. De tels mariages seront, la plupart du temps, contractés par le conjoint sain d'esprit dans un but de lucre ; il se gardera donc bien d'invoquer l'inexistence d'une union qu'il a voulue telle qu'elle est. Le fait est, en conséquence, fort rare.

Quelle est la solution à intervenir si l'aliénation mentale est antérieure au mariage, et si celui-ci a été célébré pendant un intervalle lucide, qui peut durer quelques mois comme de nombreuses années ? Il semble que nous tombions ici dans le domaine de l'article 231 du Code civil. N'y a-t-il pas là une injure grave ? Des manœuvres déloyales n'auront-elles pas, la plupart du temps, été employées pour dissimuler au contractant sain d'esprit l'état maladif de son futur conjoint ?

Quand la folie présente des intervalles lucides le

mariage est possible, déclare Pothier : « Cette personne ayant pendant ce temps l'usage de la raison, il n'est pas douteux que le mariage qu'elle contracterait pendant ce temps serait valable. »

D'ailleurs, même au cas où pour arriver à la conclusion du mariage, il y aurait eu de la part de l'époux ainsi atteint de psychose périodique, ou de ses proches, des manœuvres dolosives, le conjoint sain d'esprit serait mal fondé à demander la nullité de son mariage ; car le dol n'est pas une cause de nullité (art. 180 du C. civ.). Cette règle est fort ancienne : « En mariage, il trompe qui peut » dit Loysel (*Institutes coutumières*, liv. I, art. II n° 3).

Donc le mariage contracté par un aliéné dans un intervalle lucide ne peut pas être frappé de nullité. Mais le fait d'avoir dissimulé à son conjoint cet état maladif ne peut-il être considéré comme une injure grave et justifier l'introduction d'une action en divorce ?

En principe, les faits injurieux doivent être postérieurs au mariage (Trib. de Cambrai, 28 mars 1888, D. 88. 5. 165). Mais la plupart des auteurs admettent que les faits antérieurs au mariage tels que l'inconduite de la femme ou son état de grossesse peuvent, s'ils ont été cachés au mari, constituer une injure grave. La jurisprudence a évolué dans ce sens ; (Lyon, 4 août 1891, D. 92. 2. 219). Ce qui en pareil cas constitue l'injure ce n'est pas l'acte anté-

rieur au mariage lui-même, mais le fait de l'avoir dissimulé.

Celui qui se marie au cours d'un intervalle lucide, sans dire mot de ses accès préalables, se trouve à notre avis sous le coup de l'article 231 du Code civil. Il était lui-même pleinement responsable au moment de la célébration, puisque dans un intervalle lucide; et son conjoint sain d'esprit doit être en mesure de demander le divorce.

## CHAPITRE IV

### DROIT COMPARÉ

---

Quand nous abordons, au sujet d'un problème quelconque, l'étude d'une institution déterminée, il n'est jamais inutile d'examiner ce qu'ont inauguré, dans l'ordre d'idées qui nous intéresse, d'autres législations que la nôtre ; la fréquence toujours plus grande des rapports commerciaux et sociaux entre les Nations a fait naître d'inéluctables lois d'imitation collective ; chaque pays en arrive, tôt ou tard, à éprouver les mêmes besoins de réformes juridiques correspondant à des sentiments nouveaux. Il se trouve forcément qu'un ou plusieurs Etats font, pour leur compte, la première expérience, tentative adaptée à leur propre civilisation. Si l'institution nouvelle fait ses preuves, il se peut qu'elle devienne le type rêvé qu'il sera désirable de voir quelque jour chaque peuple s'assimiler.

Mais pénétrons-nous bien de cette idée qu'aucune codification n'est, d'une façon exclusive et pour une période donnée, la meilleure en soi ; il est possible,

avec le même texte, d'obtenir dans certains pays des résultats excellents, de regrettables dans d'autres. Avec les latitudes, les mœurs se modifient ; et il n'est d'institutions durables que celles qui correspondent à un état de choses préexistant. Il serait, par exemple, téméraire d'induire du bon fonctionnement d'une loi quelconque aux Etats-Unis qu'elle donnera forcément chez nous des résultats identiques.

Il n'en est pas moins vrai que le droit comparé constitue une mine d'enseignements précieux ; il nous fait, sans risque aucun, profiter des expériences d'autrui ; attachons-nous à n'en user qu'avec discernement, afin de n'en pas tirer de conclusions trop hâtives, qui risqueraient d'être en contradiction avec nos mœurs nationales.

Nous allons donc passer en revue les diverses législations qui comptent l'aliénation mentale au nombre des causes du divorce.

Les pays scandinaves l'ont admise au nombre de ces causes depuis plus d'un siècle. Les prescriptions légales sur ce point sont contenues dans le Décret Royal de 1810 où il est dit : « si l'un des époux est tombé dans une maladie mentale véritable qui, selon des preuves certaines, a duré continuellement au moins trois années, et s'il est certifié par des médecins compétents qu'il n'y a pas lieu d'espérer que le malade puisse guérir, le Tribunal pourra, sur la demande de l'époux sain, prononcer le divorce. »

Le Décret exige, outre ces deux conditions (durée continue de trois années et incurabilité) que la maladie n'ait pas été provoquée ou aggravée par la conduite de l'époux sain.

La terminologie « maladie mentale véritable » est des plus imprécises, n'excluant aucune sorte de maladie mentale : elle s'explique par l'âge vénérable du décret. Par les conditions de durée continue de trois années d'incurabilité sont exclues, dit M. Kinberg « privat-docent » de psychiâtrie à Stockholm « toutes les formes à marche récidivante ou périodique ».

La troisième condition prescrite par le décret, quand il dit que la maladie ne doit pas avoir été provoquée par l'époux sain, nous paraît judicieuse. Ceux qui s'occupent des maladies mentales déclarent que, bien souvent, celles-ci sont les conséquences du mariage ou de la vie commune qui en résulte. Les chagrins domestiques sont, suivant Esquirol « une des sources les plus fécondes de la folie ».

Maintenant quels ont été en Suède les effets moraux et sociaux de cette loi ? et y a-t-elle été un ferment de démoralisation, les époux sains de sujets atteints de maladies mentales profitant en masse de cette porte de sortie à eux légalement ouverte ? Les plus pessimistes devraient être rassurés par cette expérience déjà centenaire ; on n'a profité en Suède de cette facilité du divorce que d'une façon extrê-

mement modérée. En cet heureux pays, l'époux sain d'esprit continue à soigner et à aimer, sans jamais se lasser, son conjoint dément. Voici une statistique probante : en 1908, il y a eu en Suède 506 cas de divorce et parmi ceux-ci, 12 seulement pour cause d'aliénation mentale, ce qui fait 2,3 0/0 — 12 divorces pour 5.400.000 habitants — avec nos 39.000.000 d'habitants, cela nous en ferait environ 80. Cela n'est pas très impressionnant de prime abord ; mais une telle réforme, une fois implantée chez nous, ne prendrait-elle pas une extension bien plus grande que chez ces calmes et placides populations du Nord ?

Les Suédois s'en sont tellement bien trouvés qu'ils déclarent maintenant leur texte trop restrictif comme ne permettant pas le divorce dans certains cas où il serait vraiment désirable. On a proposé à la Société médicale suédoise de Stockholm une modification des conditions du divorce pour cause d'aliénation, afin de le rendre également possible dans le cas de maladie mentale récidivante ou périodique. Il nous paraît aussi que la somme de souffrance morale y est, pour l'époux sain, beaucoup plus grande que celle provoquée par les cas incurables à marche continue, ceux-ci étant, pour la plupart, soignés dans un asile. L'Université d'Upsal a appuyé cette thèse qui renonce à la condition de continuité dans la durée minima. Ceci n'est encore qu'à l'état de pro-

---

jet ; mais nous voyons d'ores et déjà qu'en Suède le divorce pour cause d'aliénation mentale, admis depuis cent ans, n'a pas eu de résultat néfaste.

La loi Bulgare du 21 mars 1897 déclare que, quand l'un des époux est atteint, postérieurement au mariage, de démence, d'épilepsie, d'idiotie ou de syphilis, l'autre époux est bien fondé à demander le divorce. Toutefois, le demandeur doit faire la preuve que tous les moyens de guérison ont été employés sans succès. Il ressort nettement de ce dernier paragraphe que le législateur Bulgare était très averti des difficultés sans nombre auxquelles se heurtera toujours une déclaration formelle d'incurabilité ; un médecin se décidera difficilement à affirmer que tel ou tel malade est inguérissable ; mais il ne risquera absolument rien à déclarer, en conscience, que tous les procédés thérapeutiques connus ont été employés sans résultat appréciable. Il y a là un double avantage : la formule est conçue dans un esprit scientifique ; le cas est en outre implicitement prévu de la guérison du défendeur postérieure au divorce. La science progresse sans cesse et tel aliéné qui semble aujourd'hui incurable, sera peut-être demain, par quelque traitement nouveau, susceptible de guérison. Le texte Bulgare a évité cet écueil : la guérison postérieure au divorce ne sera pas une raison suffisante pour revenir sur la chose jugée, la loi exigeant purement et simplement que le malade ait résisté

aux traitements habituellement mis en œuvre antérieurement à la décision du Tribunal.

Nous ne trouvons rien de bien intéressant pour nous dans les multiples législations des Etats-Unis, aussi nombreuses que les Etats confédérés eux-mêmes ; quelques-unes d'entre elles admettent l'aliénation mentale au nombre des causes du divorce, celles du Connecticut, de l'Illinois et du Maine entre autres, mais les textes sont vagues, laissant au juge un pouvoir d'appréciation quasi illimité et ne permettant pas, par suite, la création d'une jurisprudence.

L'Ordonnance Souveraine du 3 juillet 1907 de la Principauté de Monaco dispose (art. 25, « lorsque un des époux sera atteint d'aliénation mentale, d'épilepsie, de délire alcoolique ou de syphilis, le divorce pourra être demandé par l'autre époux aux conditions suivantes : 1° Si la maladie est considérée comme incurable ; 2° Si elle est de nature à compromettre la sécurité ou la santé du conjoint et des enfants nés ou à naître ; 3° En ce qui concerne l'aliénation mentale, si elle a duré trois ans avant la formation de la demande en divorce. » L'existence des maladies et la présomption de leur incurabilité seront établies par experts désignés par le Tribunal Suprême.

La loi Portugaise sur le divorce promulguée le 1<sup>er</sup> novembre 1910, a innové en ce sens qu'elle con-

sacre à la folie un paragraphe spécial, tandis qu'un autre concerne les maladies incurables en général. Le professeur Magalhaës Lemos, de Porto, traduit ainsi les deux paragraphes de la loi à laquelle nous venons de faire allusion :

Art. 4. — « Sont considérées comme causes légitimes du divorce : 1<sup>o</sup> l'aliénation mentale incurable, lorsque deux ans au moins se sont écoulés depuis la constatation par jugement ; 2<sup>o</sup> une maladie contagieuse reconnue incurable... »

Mais le Code portugais est trop récent en date pour que nous puissions en tirer profit. C'est au Code civil allemand de 1900 que nous allons maintenant nous attacher ; régissant 70.000.000 d'individus et mis en application depuis longtemps déjà, il apportera à notre documentation un appoint des plus sérieux. Inutile de dire que toutes les statistiques, tous les renseignements bibliographiques dont nous avons fait usage, datent de l'avant-guerre.

Chacun sait combien les Allemands sont méticuleux en tout ce qui concerne l'observation et la recherche du détail ; grâce à la conscience avec laquelle ils appliquent leur méthode, ils obtiennent, en matière expérimentale, des résultats hors de pair. Les rapports de leurs aliénistes accusent, les uns comme les autres, la forte empreinte de cette discipline scientifique. Ah ! ce ne ne sont pas là des idéologues ! Que le problème qui se présente à eux

soit de l'ordre moral ou social, ils procèdent toujours avec la même persévérance systématique, ne prenant jamais comme base que les données de l'expérience et faisant abstraction de tout sentiment affectif « Soyons durs ». Ce n'est pas, il est vrai, en bâtissant sur des hypothèses que l'on peut résoudre une aussi grave question. Les cas qui se présentent sont légion ; c'est par l'étude du plus grand nombre possible de cas concrets qu'il faut se former une opinion, raisonnant, non sur des abstractions, mais sur des réalités, étudiées médicalement et tranchées judiciairement.

L'article 1569 du nouveau Code civil allemand, généralisé en 1910 dans tout l'Empire, et déjà en vigueur auparavant en Prusse, est ainsi conçu : « Ein Ehegatte kann auf Scheidung klagen wenn der Andere Ehegatte in Geisteskrankheit verfallen ist, die Krankheit während der Ehe mindestens drei Jahre gedauert und einen solchen Grade erreicht hat dass die Geistliche Gemeinschaft zwischen den Ehegatten aufgehoben, auch jede Ansicht auf Wiederherstellung angeschlossen ist. » Un époux peut demander le divorce lorsque l'autre époux est atteint de maladie mentale, que la maladie a, pendant le mariage, duré au moins trois ans et atteint un tel degré que la communauté mentale entre les époux a disparu, et aussi qu'est exclue toute perspective de rétablissement de cette communauté. »

Le Code allemand envisageant les faits dans le passé, le présent et l'avenir, exige donc :

1° Dans le passé, que la maladie mentale ait duré au moins trois années ;

2° Dans le présent, que l'intensité dans l'aliénation soit telle que la communauté mentale ait disparu ;

3° Dans l'avenir, qu'il y ait incurabilité (quoique le mot lui-même ne figure pas dans le texte).

Nous n'examinerons pas maintenant si la fixation légale de la maladie à trois ans correspond bien à la réalité des faits, comptant nous en rapporter ultérieurement à ce que disent à ce sujet les experts ; qu'il nous suffise de constater que la majorité des aliénistes allemands admet que les guérisons de troubles mentaux ne s'observent, au delà de la troisième année, que de façon absolument exceptionnelle.

Le critérium qui permet aux juges allemands d'accorder ou non le divorce pour cause d'aliénation, est la disparition ou la survivance de la communauté mentale (*Geistige Gemeinschaft*). Que signifie ce terme ? quelle en est la portée ? A nous Français, il paraît, de prime abord, vague et obscur ; Obscur, car qu'est-ce que la communauté mentale ? Vague, car où commence et finit cette communauté entre deux individus ?

L'imprécision de ces textes, cette obscurité ont été voulues, disent certains commentateurs. C'est une de ces expressions nébuleuses (*dämmerig*), un

de ces termes abstraits, chers à la psychologie allemande, qui ne veulent pas dire grand chose et ouvrent toute grande la porte à l'arbitraire. En fait, au sujet de cette communauté mentale, deux opinions se sont trouvées en présence au cours de la discussion de la loi ; certains voulaient que seule la nuit intellectuelle, la mort mentale, pût permettre la recherche du divorce ; d'autres, par contre, estimaient qu'il suffit, pour que le lien matrimonial puisse être rompu, que l'un des conjoints soit atteint d'une maladie mentale qualifiée, des divergences d'opinion subsistant au sujet de cette qualification.

Cette dernière opinion a prévalu : mais, même après la promulgation de la loi, il s'est trouvé, au début de son application, un Tribunal pour repousser une demande en divorce, parce que le défendeur n'était pas plongé de façon absolue dans les ténèbres intellectuelles. Voici un bref résumé de ce jugement, qui fut d'ailleurs infirmé en appel.

Le Juge de première instance, pour interpréter de façon stricte les termes « Communauté mentale » de l'article 1579, s'appuyait sur l'histoire de la rédaction de cet article disant « dans le premier projet (*Motifs*, p. 571) le divorce pour aliénation mentale fut rejeté sous prétexte que l'on ne peut établir de limites précises entre les diverses espèces de maladies mentales et que, pratiquement, on ne peut distinguer des autres cas ceux où toute communauté men-

tale a disparu et où le malade est mort mentalement.

Dans la Commission pour la deuxième lecture, il a été reconnu que des *maladies mentales qualifiées* sont exigibles pour que le divorce puisse être prononcé. Mais qu'est-ce qu'une maladie mentale qualifiée ? est-ce celle qui ne permet pas de conserver la communauté domestique (*haüsliche*) et conjugale (*cheliche*) ? ou bien est-ce celle qui anéantit la communauté mentale (*geistliche*). C'est dans le sens le plus étroit que concluait le Juge de première instance, déclarant que la première conception (disparition de la conscience de l'intérêt commun avec l'autre époux) ne suffit pas ; il faut qu'il y ait mort intellectuelle, c'est-à-dire démence (*Verblödung*).

Dans ses considérants (1), le juge déclarait que cet état de mort mentale n'existait pas parce que le défendeur avait reconnu sa femme à l'une de ses visites et l'avait accusée d'adultère. En deuxième instance, le jugement fut réformé, cette interprétation de l'article 1569 étant jugée inacceptable.

La communauté mentale entre les époux se manifeste naturellement en première ligne dans le cercle des droits et des devoirs dits du mariage et dans la direction des intérêts communs de la famille et de chacun de ses membres. D'après les termes du

---

1. Mitheil der Oberlandsgerichts Köhn, 27 mai 1901.

rapport, la communauté n'existe plus si l'un des conjoints, à la suite de maladie mentale, a perdu la faculté d'être conscient des intérêts, droits et devoirs communs nés du mariage et de prendre une part intellectuelle à la vie de famille et aux intérêts qui y sont liés.

Il est vrai, comme le montre le rapport médical, que le défendeur est capable de reconnaître les personnes qui paraissent devant lui et de savoir se conduire dans le cercle restreint de la vie journalière. Mais il montre aussi que le défendeur ne possède plus la communauté mentale : il se considère comme depuis longtemps séparé de sa femme en secret ; il reconnaît bien encore celle-ci et d'autres personnes, mais croit qu'en réalité ce sont d'autres individualités. A l'asile, il se tient à l'écart, il est envahi par ses hallucinations. Quoiqu'on ne puisse dire que sa vie intellectuelle soit complètement éteinte, il est bien établi qu'il n'est plus apte à comprendre les droits et devoirs conjugaux. Il n'a plus la communauté mentale ; la décision de première instance fondée sur ce qu'il n'est pas dans la nuit intellectuelle n'est pas soutenable.

Cet arrêt (1) a établi d'une façon stable la jurisprudence actuelle, car les jugements ultérieurs ont toujours statué dans le même sens ; et, comme nous

---

1. Urtheil des Oberlandsgerichts Zweibrücken, 13 juillet 1905.

venons de le voir, l'idée maîtresse qui les domine tous est de sauvegarder dans la plus large mesure les intérêts du conjoint sain d'esprit fut-ce au détriment de ceux de l'aliéné.

Cette préoccupation se manifeste de la façon la plus nette dans un jugement (2) dont nous allons rapporter les principaux considérants et qui présente l'intérêt d'essayer de définir d'une façon précise ce qu'est la communauté mentale.

Il s'agit d'un procès en divorce pour cause d'aliénation mentale intenté par une dame X..., lequel procès s'était une première fois, en 1901, terminé par le rejet de la plainte. La demanderesse, cette fois-ci, appuie sa demande sur des faits nouveaux, postérieurs au premier procès, faits qui peuvent aussi bien constituer la preuve d'une maladie mentale ayant duré plus de trois ans que celle de la disparition de la communauté mentale entre les époux et de la perte de tout espoir de rétablissement de cette communauté.

Avant le premier procès, en 1901, le défendeur avait déjà, à la suite de plusieurs expertises médico-légales, été mis en état d'interdiction; celle-ci avait été levée sur le rapport d'un expert-aliéniste qui disait que : « Au temps de son interdiction, le défendeur était atteint d'un trouble psychi-

---

1. Psychiatrische neurologische. Wochenschrift, n° 45, t. II, février 1911.

que qui était accompagné d'une transformation assez aiguë de son moi et d'idées de préjudice liées à une exaltation de l'humeur et d'une excitation motrice assez vive... Mais que chez le défendeur, quoique, en général, le diagnostic de la paranoïa soit absolument mauvais, on peut constater une marche relativement favorable », qu'à l'époque de l'expertise le défendeur présente « avec une intégrité et une lucidité intellectuelles, un calme extérieur » qu'il fait « sur quiconque n'est pas aliéniste l'impression d'un homme parfaitement sain », qu'en réalité, quoique non guéri, il peut s'occuper de ses affaires. A la suite de ce rapport, l'interdiction fut levée. De même au cours du procès actuel, les rapports des experts ne laissent aucun doute sur le fait que le défendeur est atteint, maintenant encore, de maladie mentale qu'ils considèrent, il est vrai, comme légère.

Il n'y a pas de doute que la maladie ait duré plus de trois ans ; d'après les rapports ci-dessus, il s'agit de la même maladie qui existait en 1895.

Au surplus, il peut être admis que la maladie est incurable. Le Tribunal suit les conclusions de la surexpertise du collège médical de Coblenz, d'après laquelle la paranoïa chronique peut être considérée comme incurable.

Plus difficile est la réponse à la question de savoir si la maladie du défendeur a atteint un tel degré que

la communauté mentale entre les deux parties a disparu ; et si tout espoir de son retour peut être exclu.

A ce sujet, les experts ne sont pas d'accord. Le Tribunal s'appuyant sur les principes que la Cour Suprême dans sa décision du 8 mai 1905 (jur. Wochenschrift, 1905, p. 395) a admis et développés, conclut par l'affirmative.

Il ne faut pas méconnaître, déclare-t-il, que le défendeur, malgré l'existence de sa maladie mentale, est peu ou pas touché dans l'activité de sa pensée purement intellectuelle, tant qu'il ne s'agit pas de ses « théories et lubies médicales » et, qu'en général il est en état d'agir par lui-même de telle sorte que sa conduite ultérieure puisse être ordonnée. Il a, il est vrai, en 1902 et 1903, passé plus d'un an dans un dépôt de mendicité, mais il a toujours su se créer finalement une situation lui assurant son existence tant que ses habitudes étranges et son humeur querelleuse n'ont pas pris le dessus. Mais cela ne prouve en aucune façon que la communauté mentale subsiste. La communauté mentale entre les époux a de plus hautes exigences ; il ne suffit pas de la possibilité d'une simple vie côte à côte, mais aussi de pensées et de sentiments communs. Le défendeur possède, sans nul doute, la connaissance du lien conjugal et des droits qui en découlent pour lui ; mais il est non moins certain qu'il ne ressent plus envers sa

femme la moindre trace d'affection ni de confiance. Depuis la séparation, en 1895, il n'en a pas donné la moindre marque ; ses lettres, assez nombreuses, ne portent nulle part la trace qu'il subsiste un reste d'amour conjugal, car elles sont remplies de reproches et de soupçons. Le défendeur semble donc être étranger à ce sentiment que les époux doivent avoir l'un pour l'autre.

La demanderesse est donc bien fondée à avoir perdu confiance en ce que son mari soit capable, — abstraction faite de sa bonne volonté, — de faire renaître et maintenir la vie normale des époux à laquelle elle peut raisonnablement prétendre.

L'affection et la confiance réciproques des deux parties étant éteintes, une communauté mentale entre eux est peu vraisemblable.

De cette argumentation, il résulte que le sentiment que peut ressentir l'époux malade de l'absence de communauté mentale n'est pas une des conditions exigées par l'article 1569 ; il est indéniable que, de par l'incurabilité quasi certaine de la maladie du défendeur, donc de par la continuation vraisemblable de l'état actuel, toute prévision de rétablissement de la communauté mentale peut être exclue. Toutes les conditions requises par l'article 1569 étant réalisées, le divorce est donc prononcé.

Dans le même ordre d'idées, le divorce peut être accordé, en dehors de tout délire. La folie morale ne

se traduisant que par des actes nuisibles est une condition suffisante (1).

Une femme X...,refuse de travailler ; elle est querelleuse, revêche et d'un caractère malfaisant ; pendant la vie commune, elle a maltraité son mari et ses enfants : celui-là ne peut vraiment plus être contraint de vivre avec elle.

Il n'a pas été pris de conclusion par la défenderesse.

D'après le rapport, il s'agit de débilité mentale (Schwachsinn),qui peut être qualifié de folie morale, laquelle est considérée comme maladie mentale au point de vue médical et légal.

Le libre arbitre de la défenderesse n'existe plus que dans la limite des habitudes journalières ; la communauté a disparu et son influence sur le cours des pensées de la malade est comme abolie. Le divorce est donc prononcé.

Il est des faits en apparence probants en faveur de la persistance de la communauté conjugale et qui, en réalité, ne prouvent rien ; par exemple, la visite du conjoint peut rappeler l'état conjugal au malade ; mais ce n'est là en somme qu'un souvenir produit par une impression purement extérieure.

Et même la conservation de la conscience de l'état de mariage, le désir manifesté par le malade

---

1. Psychiâtrische neurolog. Wochenschrift, p. 105. n° 20, 10 août 1901.

de ne pas divorcer, ne suffisent pas pour empêcher le divorce, car la loi a été faite surtout pour l'époux sain (1). Il faut, en cette matière, considérer principalement les réalités concrètes et souvent et surtout la longue séparation des parties, dues aux considérations pécuniaires. Donc une maladie mentale qualifiée suffit pour le divorce « et cette qualification de la maladie doit aussi bien être cherchée dans son action sur la communauté de vie conjugale et domestique que dans son action sur la communauté mentale des époux » et c'est pourquoi le législateur s'est abstenu de donner une définition exacte de ce concept.

En somme, dans la jurisprudence allemande la perte de la notion du lien conjugal est suffisante pour faire prononcer le divorce mais nullement nécessaire.

La jurisprudence sur les formes périodiques de la folie ne nous paraît pas nettement établie, car les arrêts sont contradictoires.

Il semblerait à première vue que la paralysie générale ne puisse donner lieu à des procès en divorce, en raison de sa durée, si souvent inférieure à trois ans. Néanmoins, il s'est trouvé des cas prolongés où la difficulté a été grande ; dans la majorité de ces cas les experts se sont prononcés pour l'obtention

---

1. *Psychiatrisch. Neur. Wochenschrift.* 18 mai 1901, t. III, p. 77.

du divorce ; et les juges les ont suivis dans cette voie (1). Il n'y a pas lieu, ont-ils dit, d'exiger une sorte de mort mentale chez l'époux malade ni une perte complète de toute connaissance de l'état de mariage ; car, même dans le délire partiel et dans les cas où le défendeur a conservé la faculté d'accomplir les actes simples de la vie journalière, l'article 1569 peut être appliqué.

La loi impose une durée de trois ans de la maladie. On a admis définitivement ce chiffre comme représentant d'une façon suffisamment certaine le délai nécessaire au pronostic.

Il semble de prime abord que le texte implique que la maladie a dû naître depuis le mariage ; en pratique, elle peut lui être antérieure. Schultze admet même qu'un trouble mental congénital tombe sous le coup de l'article 1569 ; il est certain qu'il faut prévoir les cas où le mariage aurait été conclu volontairement avec un aliéné reconnu tel et dans un but de lucre avec l'arrière pensée de divorcer dans les délais légaux. C'est là un argument puissant contre le divorce pour cause de folie et il faudrait en tout cas y parer par des dispositions légales.

La question d'incurabilité quoique, comme nous l'avons vu, le mot lui-même ne soit pas prononcé dans le texte allemand, domine le problème. Dans

---

1. *Psychiatrisch. Neur. Wochenschrift*, 8 juin 1911, p. 121.

la Commission pour la deuxième lecture nous voyons tout comme dans la discussion de la loi française de 1884, relater un certain nombre de guérisons tardives. Le législateur et les commentateurs allemands ; principalement Petren (1) n'ont pas voulu s'en tenir à ces quelques cas exceptionnels. Leur rareté, disent-ils, est telle qu'ils ne sauraient entrer en ligne de compte ; l'exception confirme la règle. En de tels cas, on pourrait, de toute manière, poser la question préalable. En effet l'argument en apparence irréfutable des auteurs qui relatent des guérisons à longue échéance à l'encontre du divorce pour cause d'aliénation mentale, doit tomber devant ceci. Dans de tels cas, si le médecin avait eu à examiner son malade en vue d'une demande en divorce, il semble avéré que cet examen lui aurait permis de constater des signes tels qu'il aurait pu, ou prévoir la guérison, ou élever des doutes sur l'incurabilité, de telle sorte qu'il aurait, par son rapport, fait rejeter la demande.

Petren dit, d'autre part, que la majorité des observations ont été données dans un but tendancieux, si incomplètes et si écourtées qu'on ne peut, la plupart du temps, que les considérer comme non-avenues. Il n'en reprend que 33 dans lesquelles on peut admettre une guérison tardive. Ainsi, entre 1883 et 1908, période sur laquelle portent ses observations

---

1. *Ueber Spätheilung von Psychosen. Nordisches Medizinisches. Archiv. Medizin.* 1907, 1908, 140.

parmi les centaines de milliers de cas envisagés, il n'y a que 33 guérisons tardives prouvées ! Voici pour la fréquence.

Passons maintenant au côté clinique de la question, recherche des signes permettant d'affirmer l'incurabilité dans un grand nombre de cas. Le législateur allemand, après enquête auprès des aliénistes, reconnaît que le pronostic immédiat est souvent très aléatoire ; mais il n'en est pas de même après une observation prolongée, et l'expert peut, dans ce cas, affirmer fréquemment l'incurabilité autant qu'il est humainement possible d'affirmer un fait. Il y a évidemment des exceptions ; mais doit-on en matière législative se laisser arrêter par des exceptions ?

D'ailleurs, dans la loi allemande, les maladies pouvant être considérées comme incurables n'ont pas été désignées nominativement ; les textes n'ont pas à se préoccuper de la question d'incurabilité, mais de la destruction de la communauté intellectuelle ; la question à trancher est celle de la disparition de cette communauté.

Néanmoins, on peut affirmer que les démences précoces, les délires systématisés, sont incurables ; tous les aliénistes ont observé ces histoires navrantes où un époux jeune, au lendemain de son mariage, est lié pour la vie à un dément précoce. On a invoqué en de tels cas la moralité qui ne permet pas, au conjoint sain d'esprit d'abandonner le malade ; mais

il est permis de se demander où est, dans de telles circonstances, la moralité ? car ne peut-on admettre qu'il serait préférable que, grâce au divorce, le conjoint sain puisse fonder une nouvelle famille ?

Il est évident que c'est une grave responsabilité pour le médecin que d'affirmer l'incurabilité. La loi allemande a prévu que (art. 623, Code de procédure civile) : « Il ne peut-être prononcé de divorce pour cause d'aliénation mentale sans que le Tribunal ait entendu un ou plusieurs experts sur l'état mental du défendeur ». Bresler et Schultze (1) recommandent la prudence au médecin et émettent le vœu que le défendeur dans de telles actions en divorce soit examiné par des spécialistes autorisés ; et ce sera le juge qui, en toute conscience, appréciera les données du problème quand il se trouvera en présence de rapports contradictoires. Voici par exemple un cas de démence post-puerpérale (2) où la malade est hors d'état de comprendre les pensées et les sentiments du plaignant, comme le réclame la vie commune conjugale, elle n'a pas la moindre idée des devoirs qui découlent de l'état de mariage.

Quoique l'expert K..., tout en admettant l'incurabilité, tienne pour possible une amélioration, en ce sens que la conscience morale pourrait s'éclaircir tout en laissant un degré moyen de faiblesse men-

---

1. Schultze, *Handbuch*, p. 355.

2. *Psych. Neur. Wochenschrift*, n° 19, 3 août 1901, p. 198.

tales (Schwachsinn) et qu'il pense que ce degré de faiblesse mentale n'exclut pas le rétablissement de la communauté intellectuelle entre les époux ; cependant le Tribunal conformément aux conclusions de l'expert R... a considéré qu'on peut admettre, en raison de la longue durée de la maladie, la certitude de la disparition de la communauté mentale. Et le divorce est prononcé.

Le cas échéant, le juge fait appel à un surexpert, comme dans l'espèce suivante où le défendeur est un alcoolique chronique (1). Pour l'un des experts le malade est dans un état d'idiotisme. Pour l'autre, il y a simple faiblesse mentale, n'excluant pas la communauté mentale. Le juge pense que la communauté mentale est évidemment une communauté supérieure à la simple vie en commun des époux, une communauté telle que ceux-ci participent à des sentiments communs. Il décide de recourir à un surexpert.

Il est à noter que l'internement du malade, quoique ce soit là la généralité des cas, n'est pas indispensable et il existe des circonstances où le divorce fut prononcé, le malade restant en liberté.

Les statistiques que nous avons pu consulter et qui donnent le pourcentage du divorce pour cause d'aliénation mentale ne sont pas récentes. Nous

---

1. *Psych. Neur. Wochenschrift*, VIII, 1907, n 41, 379.

n'avons eu entre les mains qu'un court relevé de Mendel antérieur à la généralisation de la loi à tout l'Empire. Discutant les craintes de certains que cette loi entraînerait à des divorces légèrement et fréquemment prononcés et mettant en danger la base morale du mariage, il montre qu'au Tribunal de Berlin en 1882, sur 905 divorces, il n'y en eut que 4 pour maladies mentales et en 1883, 6 sur 996.

Dans le Grand Duché de Bade sur 217 divorces furent prononcés :

28,9 p. 100 pour adultère.

63,9 — pour mauvais traitements, etc.

1,8 — pour disparition.

1,8 — pour condamnation déshonorante.

3,6 — pour folie.

Dans la discussion au Reichstag pour l'extension de cette loi à tout l'Empire, il a été démontré qu'en Prusse il n'y a pas eu une erreur à enregistrer, malgré ce fait qu'avant 1900 la loi prussienne n'exigeait, pour que le divorce puisse être prononcé, qu'un an de maladie, et que le terme employé (Wahnsinn) avait le sens le plus étendu.

La loi fédérale Suisse concernant l'état civil, la tenue des registres qui s'y rapportent et le mariage, du 24 décembre 1874 (entrée en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 1876), admet par son article 46, le divorce « pour cause d'aliénation mentale lorsqu'elle dure depuis trois ans et qu'elle est déclarée incurable. »

Des documents officiels fournis par le bureau fédéral de statistique démontrent que de 1891 à 1909 les jugements pour divorce motivés par l'article 46 de la loi de 1874, en ce qui concerne la cause d'aliénation mentale, n'ont jamais atteint le 2 0/0 de tous les divorces prononcés. Pendant ces 19 années, il fut de 217 cas pour 11.685 divorces, soit 1,8 0/0.

Ce pourcentage infime nous montre que cette cause de divorce était en réalité très rarement invoquée ; il est juste de dire, qu'en ce qui la concerne, l'art. 46 de la loi de 1874 manquait singulièrement de précision ; l'instance y était uniquement basée sur l'existence d'une maladie mentale incurable ayant duré depuis trois ans. C'était là laisser aux experts une part trop grande dans le prononcé du jugement. On a reconnu les inconvénients de ce texte, puisque nous trouvons les articles suivants, sensiblement différents, dans le nouveau Code civil suisse du 10 décembre 1907 qui est entré en vigueur dans toute la Confédération à dater du 1<sup>er</sup> janvier 1912.

Article 159. — Les époux se doivent mutuellement fidélité et assistance.

Article 169. — Lorsqu'un des époux néglige ses devoirs de famille ou expose son conjoint à péril, honte ou dommage, la partie lésée peut requérir l'intervention du juge.

Article 170. — Un époux peut avoir une demeure

séparée aussi longtemps que sa santé, sa réputation ou la prospérité de ses affaires sont gravement menacées par la vie en commun.

Article 171. — Chacun des époux peut demander le divorce en tout temps pour cause de maladie mentale de son conjoint, si cet état rend la continuation de la vie commune insupportable au demandeur, et qu'après une durée de trois ans la maladie ait été reconnue incurable, à dire d'experts. »

Le nouveau Code civil suisse insiste donc sur les conditions qui doivent accompagner nécessairement la maladie mentale pour que celle-ci devienne une cause suffisante de demande en divorce. Ces conditions sont : 1° l'incurabilité de la maladie certifiée par des experts ;

2° Le fait constaté que cet état de maladie mentale rend la continuation de la vie commune insupportable au demandeur.

Le législateur suisse a trouvé inadmissible que la maladie devienne une cause de rupture du lien conjugal puisque « les époux se doivent mutuellement fidélité et assistance ». Mais il admet que la maladie, parce qu'elle est mentale, puisse devenir un obstacle à cette rupture, quand toutes les autres circonstances (péril, honte ou dommage du conjoint) rendent le divorce urgent et nécessaire.

La demande en divorce pour cause d'aliénation mentale ayant duré plus de trois ans, et déclarée

incurable par des experts compétents, n'est donc recevable que si les conditions dont nous venons de parler sont réalisées, c'est-à-dire si la santé et la vie du conjoint, sa réputation, la prospérité de ses affaires, auxquelles nous ajouterions, « la vie de famille et l'avenir des enfants » sont gravement menacés par la continuation de la vie en commun.

Quand un malade dangereux est irresponsable, on prend contre lui, dans la limite du possible, des mesures de sécurité dans le but de sauvegarder la société. Alors pourquoi s'arrogerait-on le droit, sous prétexte qu'un individu est dément (qu'il n'est par conséquent pas responsable de ses débauches, de son ivrognerie, des sévices qu'il peut commettre sur son conjoint et sur ses enfants), de river ceux-ci au martyre de la vie en commun ! Le législateur en a conclu à l'admission de l'aliénation mentale au nombre des causes du divorce, ayant conscience de faire disparaître ainsi un vrai fléau pour les familles et la société.

Pouvons-nous tirer une conclusion quelconque de l'examen que nous venons de faire des législations étrangères qui mettent l'aliénation mentale au nombre des causes du divorce ? Comme nous l'avons dit au début de ce chapitre il faut, en de telles matières, se montrer extrêmement circonspect. En somme, ce qui nous frappe le plus dans cet exposé, ce sont les statistiques ; la proportion du nombre

des divorces pour aliénation mentale, eu égard au chiffre brut des jugements rendus, est infime. Cette constatation nous mènerait facilement à dire qu'il n'est peut-être pas très utile de modifier notre législation sur ce point, ayant de fortes chances de n'obtenir en ce cas qu'un résultat quasi-négatif.

## CHAPITRE V

### DISCUSSION

---

§ 1. — Admettre l'aliénation mentale au nombre des causes du divorce n'est pas conforme aux principes généraux de notre droit.

C'est un fait qu'il existe depuis le début du siècle un mouvement très prononcé en faveur de l'élargissement des causes du divorce ; mais il y a en même temps un mouvement inverse, très prononcé lui aussi. La progression du nombre des divorces est effrayante ; de moins de 4.000 en 1885, nous passons en 1902 à 11.088. D'après la statistique générale de la France, publiée par le Ministère du Travail (*J. off.* du 19 novembre 1911) le nombre des divorces a été, pour toute la France, pendant le premier semestre de 1911, de 6.374 en augmentation de 71 sur le chiffre de divorces relevé pendant le semestre correspondant de 1910. D'autre part, il y a à Paris plus de 3.000 divorces par an et comme il y a chaque

année environ 30.000 mariages dans le département de la Seine, cela donne à peu près 1 divorce pour 10 mariages.

A ce point de vue, nous dépassons presque tous les autres pays. En Allemagne par exemple, la terre classique du divorce, nous voyons que le nombre s'en accroît d'une façon continue comme chez nous, mais non dans les mêmes proportions. En 1903, il n'avait pas atteint 10.000, chiffre que nous avons déjà dépassé en 1902.

Il y a évidemment là un mal dont beaucoup se sont préoccupés ; on a demandé, pour l'enrayer, des mesures restrictives. Parallèlement au mouvement en faveur de l'extension des causes du divorce, s'en est créé un autre en faveur de la restriction de ses progrès.

À ce point de vue spécial qui nous occupe, ces deux grands courants d'opinion se sont rencontrés comme partout ailleurs ; ils ne se sont pas du reste obligatoirement trouvés en désaccord complet ; on peut très bien penser qu'il est indispensable d'enrayer les progrès du divorce et soutenir en même temps qu'il serait juste de l'admettre dans quelques cas nouveaux.

Le divorce existe ; on ne le supprimera plus. Il vaut donc mieux s'incliner devant le fait accompli, et accepter loyalement le principe de l'institution, en recherchant le moyen d'en tirer le meilleur parti.

Cette question des causes du divorce a fait l'objet de nombreuses discussions théoriques. Si nous n'avons pas ici à entrer dans leurs détails, il n'est pourtant pas inutile que nous en donnions un bref aperçu.

Parmi les causes possibles du divorce, il en est qui une fois admises auraient une influence immédiate sur notre actuelle conception des obligations nées du mariage, car elles agiraient directement sur l'idée que s'en font les époux soit au moment où ils se marient, soit au cours de leur union ; tel serait le divorce unilatéral, tel aussi celui par consentement mutuel. On se marierait alors avec la perspective et la certitude de pouvoir rompre à son gré. Ce serait faciliter et encourager les unions de simple convenance et les mariages à l'essai.

Notre loi n'a pas adopté ce point de vue : elle considère que les causes du divorce ne peuvent résulter que de faits purement accidentels, comprenant tous ceux qui n'ayant pu être prévus par les époux au moment du mariage rendent insupportable la vie commune. Telles sont les causes déterminées de la loi de 1884, auxquelles on pourrait peut-être, sans porter atteinte au principe, ajouter l'absence et l'aliénation mentale.

C'est ainsi que des esprits très raisonnables ont pu être amenés à vouloir faire admettre la folie au nombre des causes du divorce ; elle est purement ac-

cidentelle et les époux n'ont évidemment pu la prévoir lors de la célébration de leur mariage, ni la considérer à l'avance comme une échappatoire éventuelle aux obligations matrimoniales.

Mais il ne faut pas se payer de mots, ni vouloir bâtir sur des abstractions un texte législatif. Les classifications peuvent varier à l'infini, les meilleures sont les plus simples ; en voici une qui nous semble tout aussi acceptable que la première et, d'autre part, plus conforme à l'esprit de la loi de 1884. Le divorce peut être considéré, soit comme une sanction, soit comme un remède ; il est hors de doute que les articles 229 à 233 voient en lui une sanction. Le divorce est une peine pour l'adultère, pour le conjoint qui s'est rendu coupable d'excès, de sévices ou d'injures, qui s'est exposé par ses actes à mériter une condamnation afflictive ou infamante. La dissolution du mariage ne peut se justifier que par l'indignité de l'un des époux ; cette rupture du lien matrimonial entraîne au préjudice du coupable certaines déchéances.

Il semble donc que nous devions rejeter le divorce pour cause d'aliénation mentale ; il ne saurait être une sanction, le conjoint atteint de folie ayant agi sans discernement. Il ne constituerait alors qu'un remède, permettant à l'époux sain de rompre la chaîne qui le lie à son conjoint dément. Ce serait contraire à l'esprit même de la loi qui veut, pour

que l'union soit dissoute, qu'il y ait un coupable, il faut que l'époux, contre lequel le divorce est prononcé ne puisse se plaindre, qu'il supporte le poids de sa faute « *Recipit mercedem* ».

Or, l'aliénation mentale n'est pas une faute, c'est un malheur ; si elle a quelquefois son origine dans les excès de la vie du dément, dans l'alcoolisme par exemple, souvent aussi elle n'est que la conséquence de l'inéluctable loi de l'hérédité. Dans tous les cas le malheureux qui en est atteint n'est pas un coupable, c'est un malade, et il serait contraire aux principes généraux de notre droit de prononcer contre lui le divorce. Dans la bonne comme dans la mauvaise fortune les époux se doivent assistance, et c'est précisément au moment où l'un d'eux est atteint de maladie que ce devoir se manifeste le plus impérieusement. Les auteurs des propositions en cours ne méconnaissent nullement ce grand principe, mais ils le tournent en disant que l'aliénation mentale ne peut être assimilée à aucune autre maladie.

## § 2. — Du sens des mots « aliénation mentale »

Il nous paraît nécessaire d'ouvrir une parenthèse et de nous entendre sur le sens exact que nous devons attacher aux mots « aliénation mentale », ce dont le législateur ne semble pas jusqu'ici s'être

beaucoup préoccupé. Cependant, pour qu'une loi puisse être sûrement et sagement appliquée, il faut que le sens de chacun de ses termes aient été préalablement et rigoureusement fixé. Les projets de loi de MM. Viollette et Colin parlent tous deux d'aliénation mentale incurable ayant nécessité un internement d'au moins trois ans ; il y a là une énumération de circonstances de faits, mais la signification des mots, aliénation mentale, n'y est nulle part précisée, et cela constitue, à notre avis, une regrettable omission.

D'après Troplong, l'aliénation mentale comprend trois espèces : l'imbécillité, la démence et la fureur. L'imbécillité est un affaiblissement de l'esprit qui rapproche le malade de l'enfance. La démence est l'expression générique qui désigne toutes les variétés de folie, continue ou intermittente, totale ou partielle, tranquille ou délirante. Quand la démence devient menaçante pour la vie des autres, elle prend plus particulièrement le nom de fureur.

L'aliénation mentale serait donc un terme générique embrassant tous les états de dépossession de la raison qui sont produits par les diverses formes et les divers degrés de l'imbécillité et de la démence.

Nous voyons que l'aliénation mentale est susceptible de degrés, ses modalités et sa durée sont extrêmement variables ; nombre de malades, nous pourrions même dire leur grande majorité, ont une luci-

dité partielle, soit permanente soit intermittente. Cette lucidité peut même être parfaite, alors que par ailleurs le sujet se livre à des actes qui nécessitent son internement. Certains raisonnent parfaitement sur toutes choses, sauf sur une à l'occasion de laquelle ils peuvent être dangereux pour eux-mêmes ou pour autrui, tandis que d'autres déraisonnent sur toutes, sauf sur un sujet donné.

§ 3. — De la condition de continuité de l'internement pendant trois ans. — Quelle est, par surcroît, la valeur de cette condition prise comme critérium dans les projets en cours ?

N'est-ce pas se placer à un point de vue arbitraire que de baser la possibilité de la demande en divorce sur l'internement du conjoint atteint d'aliénation mentale. Voici par exemple un malade qui est entré à l'asile pour un accès de confusion ; il s'est amélioré, il est guéri, dit-on ; il sort et l'on s'aperçoit bien vite qu'il est devenu fantasque, irritable, qu'il est incapable de se livrer à un travail régulier, et que ses sautes d'humeur, son excitabilité ou bien son apathie, son indifférence, en font un être tout différent de celui qu'il était autrefois. Cet aliéné est devenu un affaibli, qui n'est plus justiciable de l'asile, mais qui n'en semble pas moins avoir perdu toute valeur sociale ou conjugale.

Voici un autre individu, dégénéré sans doute mais dont les tares n'ont encore frappé personne durant la période antérieure au mariage, et qui, tout à coup, fait un accès d'excitation maniaque. On l'interne, et sous l'influence de l'isolement ou d'autres causes qu'il nous serait bien difficile de déterminer, il reprend la vie commune, normal en apparence. Dix mois, un an s'écoulent, un nouvel accès se déclare, qui nécessite un nouvel internement. Au bout d'un temps plus ou moins long les phénomènes s'amendent, jusqu'au jour prochain où un nouvel accès lui enlèvera de nouveau l'usage de ses facultés. Les accès se répètent ainsi toujours plus nombreux, mais n'entraînant jamais une déchéance intellectuelle irrémédiable, ne permettant jamais de dire que l'on a devant soi un dément.

Les exemples sont innombrables : à côté du dément qui ne peut vivre en liberté, qui ne sortira jamais de l'asile, il y a le simple affaibli, qui peut vivre sans doute de la vie commune, mais dont la résistance est amoindrie, et qui peut s'abandonner, par intervalle, à toutes les suggestions d'une humeur déséquilibrée et changeante. A côté de l'excité maniaque, du mélancolique, du persécuté, chez lesquels l'aliénation est évidente, il y a l'instable, l'obsédé, le paranoïaque dont l'état morbide n'est pas assez accentué pour permettre l'entrée à l'asile, mais qui n'en reste pas moins un malade dont le

caractère fantasque, chagrin, irritable, fait toujours un compagnon odieux, souvent même dangereux pour ceux qui vivent à ses côtés.

Nous voyons combien la question est complexe. De ce que nous venons de dire, il résulte qu'il faut, avant tout, définir ce que nous pourrions appeler l'aliénation mentale légale. Les Allemands tournent la difficulté en accordant le divorce quand a disparu la communauté mentale, les Suisses, quand la vie commune est devenue impossible, MM. Viollette et Colin, quand le conjoint malade est interné. Ce sont là des procédés dont découle une dangeureuse imprécision, laissant à l'arbitraire la plus large place, ce que nous devons toujours avoir à cœur d'éviter.

Admettons maintenant qu'on ait pu élaborer l'heureuse formule qui déterminerait le caractère de cette aliénation mentale légale. Nous nous heurterons, juridiquement parlant, à la même difficulté. L'aliéné, quel que soit le degré de son affection, est un malade; il serait contraire aux principes généraux du droit de prononcer contre lui le divorce

#### § 4. — L'aliénation mentale est-elle une maladie comme les autres?

C'est un malade ! mais est-ce un malade comme les autres ? En d'autres termes, peut-on assimiler

**l'aliénation mentale à toute autre affection chronique grave, tuberculose, tabès ou cancer ?**

Non, répondent certains médécins et sociologues, l'aliénation mentale n'est pas une maladie comme les autres. Dans une certaine mesure, elle comporte des caractéristiques que nous ne retrouvons nulle part ailleurs. Quelle est l'affection qui anéantit d'une façon aussi absolue la personnalité morale, ravalant l'être humain à un niveau si dégradant ? En pareil cas, la vie conjugale et domestique est anéantie.

Ces considérations n'avaient en aucune manière influé sur les rédacteurs du Code civil. « Sans doute l'époux dont l'esprit s'aliène, disait le tribun Gillet, n'est plus, sous le rapport de l'une de ses facultés les plus essentielles, le même être que celui avec qui l'union avait été contractée ; mais dans cette altération cruelle, il n'y a rien de son fait, ni de sa volonté, et l'on ne peut pas dire de lui qu'il a rompu le contrat. Quand il garde sa foi, pourquoi donc celle de son associé serait-elle dégagée ? Et où serait la sublimité des devoirs du mariage, où serait sa dignité si, borné à une simple association de plaisir, il n'était pas, bien plus encore, une assistance généreuse que deux faibles créatures se prêtent contre tous les maux de l'humanité, et un mutuel entre-support dans la carrière douloureuse de la vie ! »

C'est également ainsi que la Chambre envisageait les choses quand l'amendement Guillot fut repoussé

lors de la discussion de la loi du divorce de 1882 à 1884. Le rapporteur, M. Léon Renault, disait alors que : « La maladie qui frappe l'un des conjoints, quelle qu'en puisse être la gravité, ne peut jamais être de nature à dégager l'autre époux des obligations d'aide et d'assistance réciproques, qui sont le fondement et l'honneur même du mariage, tel qu'il a été institué dans notre Code ».

Les aliénistes consultés par la Commission parlementaire abondaient dans le même sens ; ils disaient que l'aliéné étant un malade, aucune circonstance de fait ne justifiait que le divorce fut prononcé contre lui, à propos d'incidents qui étaient les conséquences directes de sa maladie. Ils pensaient ainsi défendre les malheureux au soulagement desquels ils se consacraient, en sacrifiant en toutes circonstances les époux de ces malades. Nombre de psychiatres luttent depuis que Pinel leur a tracé la voie, et avec la plus louable persévérance, contre les préjugés qui concernent la folie. C'est leur but de faire admettre en toute occurrence que les aliénés sont des malades comme les autres, qui ont droit aux mêmes soins et aux mêmes égards que les autres ; et ce leur est presque un réflexe que de protester contre toute mesure spéciale aux aliénés, d'apparence restrictive mais rendue parfois nécessaire par le caractère anti-social de ces malades.

Pourtant ce caractère anti-social est de toute évi-

dence; et si l'on se met résolument en face des faits, on peut se demander si le *statu quo* correspond bien à la réalité.

Le mariage n'est contracté qu'en considération de la personne à laquelle on s'associe pour fonder une famille; on a envisagé son caractère, ses sentiments, ses goûts; on a relevé en un mot « toutes les caractéristiques qui constituent une individualité ». L'union consommée, la folie incurable survient. De cette individualité que va-t-il subsister? tantôt il n'en restera rien qu'un automate, épave lamentable qui végétera des années durant peut-être; tantôt apparaîtra une autre individualité, celle d'un étranger avec lequel rien ne sera plus commun, sinon celle d'un ennemi, qui par des actes désordonnés et parfois sanguinaires sèmera, trop souvent hélas, la terreur autour de lui.

Il serait évidemment monstrueux de décréter que l'époux n'accepte pas dans le mariage les risques de la maladie, fut-elle incurable. Il les accepte, c'est vrai, c'est juste, mais à la condition qu'il puisse dire encore de l'être auquel il se dévouera « mon mari » ou « ma femme ». Il concentre sur le patient toute son affection, parce que celui-ci y répond; et même si la maladie a développé son égoïsme au point que le malade ne se doute pas des sacrifices consentis, il sent bien que le mieux le plus précaire lui apportera le réconfort attendu et les illusions nécessaires.

M. Viollette défend cette thèse avec le plus grand talent, dans son article de la *Gazette médicale de Paris* du 1<sup>er</sup> mars 1911. « S'il ne doit pas y avoir guérison, dit-il, quelle que soit la maladie, il est bien rare qu'elle replace jamais l'un en face de l'autre les deux esprits qui se sont compris, et les deux cœurs qui se sont aimés. Mais, dans l'aliénation mentale incurable, le conjoint n'a même pas l'amère satisfaction de se dévouer. C'est bien pis que le cimetière à un certain point de vue, puisque c'est la séparation d'avec un malheureux dément ou délirant, et qui, dans ce dernier cas, souffre lui-même de la privation de sa liberté ».

L'aliénation mentale serait donc en soi une rupture du mariage, parce que l'individu avec lequel on a échangé le consentement est disparu irrévocablement ; la personnalité d'un fou n'est-elle pas anéantie d'une façon plus radicale que celle du conjoint atteint de mort civile contre lequel le divorce était, avant 1854, prononcé de plano ; pour en décider ainsi, la loi se fondait sur cette fiction terrible que le conjoint frappé de mort civile au cas de condamnation perpétuelle de droit commun ou même de condamnation politique, comme la déportation, avait cessé d'exister ; son conjoint n'avait pu envisager au moment du mariage de lier son sort à celui d'un individu ainsi rejeté au banc de la société.

Dans notre espèce, ce n'est hélas pas une fiction,

mais une atroce réalité qui retranche l'aliéné du nombre des vivants. Quand la folie présente de tels symptômes qu'elle peut être considérée comme incurable, et comme ne permettant pas d'envisager un retour à la vie commune, quand la nuit mentale a définitivement enténébré l'esprit du conjoint dément, il paraît déraisonnable de dire que l'aliénation mentale est une maladie comme les autres. Ce n'est ni logique, ni scientifique ; et l'union sera rompue, la vie matérielle du malade devant naturellement être assurée d'une façon conforme à son genre de vie antérieure.

Ces arguments qui tendent à faire de l'aliénation mentale une maladie à part ont, comme nous le voyons, été soutenus avec beaucoup de chaleur et de conviction. Ils ne nous semblent pourtant pas absolument probants.

Ecartons tout de suite celui qui est tiré de ce qu'avant la loi de 1854 la mort civile était une cause de dissolution du mariage ; il n'est d'aucun poids ; l'invoquer c'est oublier, d'une part, que cette loi, jusqu'à ce qu'elle fut abrogée, tombait sous le coup de la réprobation universelle ; d'un autre côté, c'est ne pas se souvenir que quand on l'a faite si heureusement disparaître de notre législation civile après l'y avoir si longtemps conservée d'une façon irrationnelle, une des causes en fut précisément la grande idée de l'indissolubilité du lien conjugal.

D'autre part, il ne saute pas aux yeux que l'aliénation mentale ne puisse être assimilée à quelque autre maladie grave et incurable, à toutes les affections nerveuses organiques ou médullaires telles que le tabès ou l'hémiplégie.

Bâtir une argumentation en y introduisant la donnée de l'aliénation mentale « maladie exceptionnelle » nous semble donc tabler sur un faux point de départ.

C'est ainsi que M. Viollette est, comme nous l'avons vu, amené, dans son projet de loi, à restreindre ses conclusions en exceptant de cette aliénation mentale la démence sénile. Et pourquoi ? « Parce que, dit-il, aucune constitution ne peut se flatter d'en être indemne et qu'elle rentre, au même titre que la maladie, dans le risque conjugal. »

Mais qui donc oserait prétendre qu'il est des constitutions absolument et sûrement indemnes à l'égard des autres formes de l'aliénation mentale ? Si on admettait le divorce dans ce cas, on n'aurait plus de raison de le refuser pour toute autre affection analogue. Tout malade chronique devrait être rejeté comme un ustensile hors d'usage et abandonné à son malheureux sort.

Comment admettre, en outre, que le législateur, ou ses interprètes, puissent se trouver à même de déterminer le risque conjugal ? C'est là une innovation qui nous paraît traîner avec elle un cortège de

bien dangereuses conséquences ; toutes les maladies feraient partie du risque conjugal, exception faite pour l'aliénation mentale. Et comment justifie-t-on cet ostracisme ? par cette raison que la maladie n'est pas l'exception, mais la règle, tandis que l'aliénation mentale est l'exception. Cela revient à dire que, si les époux ont le droit de porter en eux, au moment de leur mariage, les germes d'affections variées, ceux de l'aliénation mentale leurs sont interdits. C'est bien subtil et bien injuste ; une telle ingérence du législateur dans nos conventions serait incontestablement porter à leur principe même une atteinte profonde.

Et — ceci paraîtra peut-être paradoxal — il nous semblerait presque plus logique d'admettre le divorce pour certaines autres maladies. Le tabétique par exemple, contre lequel serait demandée la rupture du mariage du fait de son affection, pourrait se défendre ; il aurait son esprit libre pour le faire ; tandis que le malheureux dément ne serait pas dans le même cas ; il ne pourrait se défendre, il serait incapable de venir exposer ses arguments au juge ; car enfin il ne serait pas invraisemblable qu'il eût des griefs contre son conjoint sain d'esprit. En tout cas, la folie pourrait avoir été causée par les agissements de celui-ci ; nous verrions alors le malheureux dément livré inerte et sans résistance à celui qui viendrait lâchement abuser de son infortune après en

avoir peut-être été la cause, d'une façon plus ou moins directe. La folie peut en effet être liée à la grossesse, à l'accouchement, à l'allaitement, aux mauvais traitements, et enfin à la syphilis de l'un des conjoints, qui demeure sain d'esprit tandis que l'autre devient paralytique général.

Au fond, pour faire de la folie une maladie à part, on se base sur cette hypothèse, essentiellement discutable, que la personnalité du dément est anéantie : La conscience disparaissant, il n'y a plus identité de personne entre l'être intelligent et conscient antérieur à l'aliénation, et le malheureux aliéné qui n'a conservé de ce qu'il était que son apparence corporelle, qui ne peut même plus, comme Baudelaire, évoquer « la forme et l'essence divine de ses amours décomposées » ; l'état de mariage doit cesser puisque l'une des personnes dont il supposait l'existence a disparu.

Que d'objections à faire à une telle théorie !

Tout d'abord, et juridiquement parlant, il n'est pas vrai que l'absence d'intelligence et de conscience supprime la personnalité, et empêche l'être humain d'être titulaire de droits. L'enfant conçu, par exemple, dont la personnalité est bien moins affirmée que celle du fou incurable, a la plénitude des droits patrimoniaux. S'il naît viable, ne vécût-il que cinq minutes, il transmet ses droits à ses propres héritiers. « *Infans conceptus pro nato habetur, quoties de commodis*

*ejus agitur.* » Le dément lui aussi a des intérêts, bien plus étendus la plupart du temps, que ceux de l'enfant conçu ! Ne serait-il pas souverainement injuste de les léser d'une manière aussi grave ?

Les matérialistes, qui n'admettent pas le dédoublement de l'homme en deux éléments, l'un corporel et l'autre spirituel, contesteront qu'il y ait disparition de la personnalité par suppression de l'élément constitutif dont ils nient la présence ; cela les conduirait tout naturellement à refuser le divorce au conjoint de l'aliéné.

Sans nous lancer dans des discussions philosophiques, il nous semble tout à fait logique d'admettre que même après l'entière et définitive disparition de la conscience, de la raison, de la volonté, il subsiste un être humain capable de souffrir, et auquel continuent d'être dues l'assistance et la protection.

Il sied, en une telle matière, d'être très prudent ; si donc l'on peut, à certain point de vue, considérer l'aliénation mentale comme une maladie d'un genre spécial, il semble cependant qu'elle puisse, dans ses grandes lignes, être assimilée à certaines autres affections graves et chroniques. La vie commune avec un tabétique qui peut, dans un état pitoyable, végéter pendant vingt et trente ans, n'est-elle pas aussi amère pour le conjoint de ce malheureux que s'il était aliéné et enfermé dans une maison de santé ?

§ 5. — Accorder le divorce pour cause d'aliénation mentale, c'est se mettre en contradiction avec l'article 212 du Code civil.

Au reste l'admission de l'aliénation mentale au nombre des causes du divorce, semble de prime abord, en contradiction formelle avec les textes ; l'article 212 du Code civil ne dit-il pas que « les époux se doivent mutuellement fidélité, secours et assistance. » Cela engage nettement à des obligations réciproques ; or il est bien évident que le malheureux conjoint qui a perdu l'esprit n'a manqué à aucune de ces obligations. Ne serait-ce pas contrevenir gravement à la lettre et à l'esprit même de la loi, que d'autoriser celui des deux époux qui est demeuré sain d'esprit à abandonner à son triste sort son pauvre compagnon, au moment même où celui-ci aurait le plus besoin de ce secours et de cette assistance que lui a, dans sa sagesse, ménagés le législateur.

Ce n'est pas le lieu en matière juridique de faire du sentiment, car cette façon d'agir pourrait entraîner plus loin que de raison ; se conformer aux textes en les interprétant, autant que faire se peut avec toute la largeur d'esprit désirable, telle est la tâche du juge et du commentateur.

Nous ne voulons en aucune manière, disent les

novateurs, porter atteinte aux devoirs de fidélité et d'assistance qui sont le fondement même du mariage ; nous nous bornons à une simple constatation. Trop souvent, par suite de l'aliénation mentale de l'un des époux, un mariage se trouve en fait définitivement rompu ; il faut naturellement pour cela que la maladie comporte de tels caractères que l'on puisse considérer comme improbable tout rapprochement stable ultérieur. En d'autres termes, celui des époux qui n'est pas aliéné voudrait-il reprendre la vie commune, qu'il se briserait contre l'indifférence, ou même contre l'hostilité d'un conjoint devenu tout à fait autre que ce qu'il était au moment même et au cours du mariage. Dans ce cas, le devoir d'assistance morale de l'époux bien portant vis-à-vis de l'époux malade devient irréalisable ; (quant au devoir d'assistance matérielle qui peut incomber en dehors de la vie commune à l'époux bien portant, il n'est pas incompatible avec le divorce ; la loi allemande l'a prévu).

Nous ne demandons pas que toute manifestation psychopatique, susceptible de guérir, relève l'époux sain d'esprit de son devoir d'assistance affectueuse et effective ; nous admettons même que, tant que ce devoir est possible, il doit être accompli ; nous ne demandons pas qu'un divorce trop précoce, intervenant dans le cas où le pronostic fatal est porté d'emblée, prive un paralytique général des soins dont il

peut être entouré durant les dernières années de sa vie. C'est ainsi que M. Viollette serait révolté « par la possibilité d'un divorce séparant deux vieillards dont l'un, atteint de démence et de délire de préjudice, devient insociable. » Nous réclamons simplement que les conjoints des aliénés à la fois jeunes, insociables, puissent redevenir libres et refaire leur vie dont le sacrifice ne saurait apporter au misérable dément ni secours, ni assistance véritable.

C'est ainsi que l'on s'est fait du divorce une notion nouvelle, ne le considérant plus comme une sanction des devoirs matrimoniaux, mais, purement et simplement, comme un moyen d'affranchissement. Notion plus saine, dit-on. Pourquoi persister à lier deux êtres qui ne se rencontreront jamais ? On peut concevoir la fidélité à un mort ; c'est la fidélité à un souvenir, à une affection ; mais comment concevoir la fidélité, même du cœur, à un aliéné enfermé, qu'on sait incurable, alors que cet individu ne peut plus jamais être pour son conjoint « que fardeau pesant et source d'amertume. » Ce n'est pas un simple impotent, ce n'est pas un infirme, c'est un débris humain, source de perpétuel danger pour les siens, qu'il faut tenir enfermé sous une étroite surveillance.

Que peut faire une femme pauvre dont le mari est aliéné incurable ? Elle doit élever ses enfants en bas âge, elle doit péniblement gagner sa vie. Où et com-

ment va-t-elle pouvoir s'occuper ? Elle va devoir se séparer de ses pauvres enfants ; les mettre dans un refuge quelconque. N'est-il pas plus sage d'autoriser la malheureuse à demander le divorce, à se remarier pour pouvoir les élever elle-même. Dans le cas contraire, si c'est la femme qui est aliénée, le mari ne pourra plus compter sur elle pour les soins du ménage, pour l'éducation des enfants ; il devra placer ceux-ci, abandonner l'espoir légitime de les voir grandir dans sa maison. S'il peut divorcer au contraire, il saura trouver une femme tendre et dévouée qui leur servira de mère.

Ne ruinons pas sans remède la vie familiale du conjoint sain d'esprit, ne brisons pas tout son avenir dans un soi-disant but d'humanitarisme et pour nous conformer à un texte qui, dans ce cas spécial, doit-être mis hors de cause. Qu'obtiendrons-nous ici en nous hypnotisant sur une conception trop étroite de l'assistance matrimoniale ? Rien, si ce n'est de gratifier la société de deux membres paralysés au lieu d'un seul.

On ne saurait donc, au point de vue de l'aide morale qui doit leur être fournie, assimiler les aliénés aux cancéreux, aux tuberculeux, aux tabétiques. Dans la grande majorité des cas, l'aliéné n'est plus en état de recevoir de sa famille aucune assistance morale ; la plupart des persécutés ont pris en haine leur entourage, de même que les amoraux et le plus

grand nombre des excités. Par suite de son affaiblissement intellectuel, le dément ne jouit plus de l'affection de ceux qu'il a chéris et qui l'ont aimé. Les aliénistes sont souvent à même de constater combien peu de malades ressentent, des visites de leurs proches, une véritable joie ; beaucoup reçoivent leur conjoint par des injures et des voies de fait. La loi va-t-elle, pour un pareil résultat, immobiliser une unité sociale utile. Ce n'est pas une législation sévère qui inspirera l'esprit de devoir, elle n'en créera que l'apparence. Peut-on se refuser à envisager notre réforme, en s'appuyant sur cet article 212 du Code civil, quand nous voyons si souvent l'assistance qu'il prescrit n'être qu'un piètre remède, impraticable et illusoire.

Tel est le langage des partisans de l'élargissement des causes du divorce ; leur argumentation est habile et séduisante, mais elle ne nous convainc pas. Sans doute, la loi n'a pas à faire de sentiment, mais comment s'en départir à propos de l'union conjugale où le cœur devrait jouer le rôle dominant et gouverner en maître. En faisant du mariage une question de jouissance légitime, en substituant au sens affectif des préoccupations purement matérielles, à quel niveau ne l'abaisserait-on pas ?

La folie est pire que la mort, dit M. Viollette ; pourquoi donc refuser la prérogative du droit d'asile et de fidélité au souvenir aboli d'un aliéné quand on

l'accorde à la mémoire d'un défunt ? « La distance est-elle si grande de l'ombre de la tombe à l'obscurité de la folie ? Si les deux sommeils, si les deux absences participent de la même éternité, comment les dissocier dans la forme des regrets » ? C'est un même deuil que celui du cercueil et celui du naufrage de la raison. Se faire du malheur qui frappe son conjoint un titre à la reconquête de sa liberté personnelle et un droit à l'abandon, ne serait qu'une forme de l'égoïsme le plus bas. Et les arguments de M. Viollette se retournent alors contre lui ; car il y a quelque chose de plus triste que la mort et la folie, ce sont les intérêts qui s'agitent autour de celle-ci.

L'article 212 en prescrivant aux conjoints de s'assister mutuellement, se fait une conception toute autre du lien matrimonial ; pour lui, l'union des deux époux comprend sans restrictions le partage de leurs joies communes et de leurs communes épreuves, sous peine de désorganiser leur foyer et d'en briser l'harmonie. Cela ne nous interdit-il pas d'admettre que l'altération, chez un des conjoints, de ses facultés intellectuelles, puisse être, pour l'autre, le signal de la désertion ? C'est au contraire le moment où jamais de faire montre de dévouement et d'abnégation. Nous ne pouvons croire qu'il soit possible de considérer comme un étranger condamné à l'exil un malheureux, dont le seul crime est d'être, depuis trois ans, victime d'une folie que la science est im-

puissante à guérir ; ce ne serait plus là une loi de divorce, mais bien de répudiation, qui nous ramènerait à dix-sept cents ans en arrière, à la plus triste époque byzantine.

Pas plus que la mort, l'aliénation n'efface le passé. Nous dirons même plus : cette fidélité peut se manifester vis-à-vis du malheureux dément par des actes tangibles ; il a besoin de soins, de secours, de protection. Loin de nous la pensée de porter atteinte au culte sacré des morts, mais les vivants sont tout aussi dignes d'intérêt ; dire que le conjoint d'un aliéné souffre plus que le veuf ou la veuve, parce qu'il est affecté par les souffrances du malheureux qui a perdu l'esprit, ne nous paraît que l'expression d'un monstrueux égoïsme. Le conjoint sain d'esprit a le devoir d'atténuer les souffrances morales de celui qui eût été le compagnon de sa vie, au lieu de l'abandonner et de le priver de son assistance, juste au moment où celui-ci en a le plus besoin.

C'est vrai qu'il est à plaindre celui qui voit la mort mentale obscurcir à tout jamais l'esprit de celui avec lequel il avait espéré gravir de concert la côte de la vie ; mais nous nous permettrons de détourner timidement un peu de cette pitié sur celui qui fait désormais partie « du lamentable troupeau des déments et des idiots ». Pour ceux qui voient dans le mariage autre chose qu'une association commerciale ou un simple accouplement, il ne nous paraît pas possible

que la plus solennelle et la plus sacrée des conventions puisse être annulée parce que l'un des aléas qu'elle comporte s'est réalisé.

Accepter le mariage avec tous ses risques, avec toutes ses chances favorables ou adverses, le maintenir à la hauteur où l'on devrait le laisser planer, c'est, en respectant le caractère de noblesse qui est le sien, lui épargner toute cause de déchéance.

#### § 6. — Peut-on affirmer que tel aliéné est incurable

Les diverses législations qu'on cite et qu'on nous propose comme modèle, les projets de loi présentés dans notre pays, ont ceci de commun qu'ils prennent, comme base et comme justification du divorce, l'incurabilité de l'aliénation mentale.

Il y est généralement prévu que l'introduction de l'instance judiciaire ne pourra être faite que lorsque la maladie aura duré trois ans ; c'est alors qu'on aura recours à une expertise médicale pour déterminer et sanctionner cette incurabilité. Cela revient presque à dire que c'est le médecin qui dictera au juge sa décision ; personne d'autre que celui-là ne possède en effet les connaissances et les lumières nécessaires pour intervenir en pareil cas.

Dans quelle situation se trouvera le médecin alié-

niste requis pour expertiser dans ces conditions ? Ce sera à lui de fournir la base et les éléments de la décision judiciaire. N'assumera-t-il pas alors un rôle qui ne semble pas devoir être le sien, pas plus au civil qu'au criminel ? Et cependant, la sentence du juge ne pourra se baser que sur la science et la bonne foi du médecin. Loin de nous la pensée de mettre en doute le savoir et la loyauté des experts ; mais se tromper est humain et de toutes les branches de la science actuelle, la médecine mentale est peut-être une des plus incertaines. Ceci nous rend doublement perplexe. Est-il désirable de voir le médecin fonctionner ainsi en qualité de juge ? existe-t-il, d'autre part, un critérium certain d'incurabilité des maladies mentales ? Le médecin aliéniste se trouve fréquemment en présence de responsabilités particulièrement lourdes ; chaque année, il remet en liberté de nombreux malades jugés par lui assez améliorés pour être devenus inoffensifs, il dépiste les simulateurs, délinquants et criminels, et est ainsi mis en demeure de trancher les cas les plus troublants. Mais nulle part, pour important que soit son rôle, il ne se substitue au juge, lui laissant partout la priorité. Quels éléments d'appréciation pourrait avoir celui-ci dans les cas de divorce pour cause d'aliénation mentale ? Il paraît certain que les décisions des experts feraient, en quelque sorte, juridiction. Tous les jours, dira-t-on, le Tribunal s'éclaire d'opinions

médicales en matière de détermination de responsabilité. C'est vrai, mais nous savons combien prête à discussion la question de savoir quelle est exactement la mission de l'expert. En fait, si le législateur se contente de dire que l'aliénation mentale incurable est un cas de divorce, il subordonnera, de manière absolue, la décision judiciaire aux certificats médicaux ; le Tribunal n'aura qu'à prononcer automatiquement le divorce, en se conformant à la sentence de l'expert ; n'est-ce pas ainsi préparer au médecin de lourdes responsabilités civiles et le faire quelque peu sortir de son rôle ?

Il semble qu'on doive être très réservé dans l'emploi des expertises médico-légales pour résoudre les questions sociales ; la science médicale est en pleine évolution, elle marche à pas de géant, et ce qui était vrai hier, est délaissé demain. Les lois ne sauraient donc la suivre, ni la mettre à usage à tout propos.

Mais là n'est pas le point capital ; l'expert voudra-t-il se prononcer d'une façon aussi nette que le prévoient les projets en cours ? Le pourra-t-il ? Prenra-t-il la responsabilité d'affirmer que tel aliéné interné depuis trois ans est incurable ?

C'est là une question angoissante ; l'état actuel de la science permet-il de déterminer avec certitude qu'un aliéné est ou non susceptible de recouvrer la raison ?

La Société de Médecine légale de France a longue-

ment étudié cette question de l'aliénation mentale comme cause péremptoire du divorce. Sur une proposition présentée par le Dr Lutaud, en mars 1914, après renvoi devant une commission spéciale, un rapport a été déposé par M. Giacomy, Conseiller à la Cour d'appel de Paris, en avril 1905 (1). Ce rapport, très étudié, se ralliait finalement à l'opinion des aliénistes consultés par la Commission parlementaire de 1882, en l'espèce les docteurs Blanche, Charcot et Magnan, qui avaient déclaré qu'il était impossible d'affirmer avec certitude l'incurabilité de l'aliénation mentale.

La Commission qui avait chargé le Conseiller Giacomy de faire un rapport comprenait, paraît-il, des aliénistes qui ne partagèrent pas cette manière de voir ; et, contrairement aux conclusions du dit rapport, la Commission aurait été d'avis d'admettre l'aliénation mentale incurable au nombre des causes de rupture du lien conjugal, sous certaines conditions déterminées, sans lui attribuer pourtant le caractère d'une cause péremptoire du divorce et en laissant toujours aux Tribunaux la faculté de l'accueillir ou de l'écarter suivant les circonstances.

Sur les observations du professeur Brouardel et du docteur Vallon, déclarant qu'il serait bon de spécifier quels étaient les signes qui permettaient d'affirmer

---

1. Voir le *Bulletin de Sté de Méd. légale de France*, 1905, t. I, p. 4, t. II, p. 105.

qu'un aliéné était incurable, la Société décida que le docteur Motet réunirait tous les sociétaires aliénistes afin d'élucider la question préjudicielle : « Des signes d'incurabilité chez les aliénés ».

Cette Commission, après discussion, conclut que cliniquement, il n'est pas possible de dire qu'il n'y a pas d'aliénés incurables. Mais au cours des aliénations chroniques, il n'y a pas pour le médecin de critérium absolu d'incurabilité, si ce n'est dans les dernières périodes de ces maladies. Après un débat en séance, la Société adopta, à l'unanimité, le texte nouveau ainsi conçu, que proposa M. Giacomy :

« Dans l'état actuel de la science médicale, l'incurabilité définitive de l'aliénation mentale ne peut être affirmée que dans la dernière période de la maladie, et par conséquent dans des cas trop rares pour justifier une modification de la législation actuelle sur le divorce. »

Nous ne pouvions souhaiter une déclaration plus concluante ni présentant plus de garantie que celle-ci. Nous croyons ne rien avoir à y ajouter.

§ 7. — Ne faut-il pas, dans l'intérêt de la conservation de la race et dans celui de la moralité publique, admettre l'aliénation mentale au nombre des causes du divorce.

Mais voici en faveur de la réforme qui nous occupe d'autres arguments d'ordre économique et

social. Nul ne songerait à nier qu'en toutes circonstances, quelque pénibles qu'elles soient, les convenances particulières doivent le céder à l'intérêt général. N'est-il pas désirable, qu'au cas où l'un des conjoints perd la raison, il soit mis dans l'impossibilité de procréer ? La folie est, la plupart du temps, héréditaire, il ne nous paraît pas y avoir de meilleur mode de prophylaxie que le divorce qui, libérant le conjoint sain d'esprit, sera le plus sûr obstacle à tout rapprochement ultérieur, ce qu'il faut, pour l'avenir de la race, empêcher à tout prix. Puisque l'aliéné n'a plus de rôle social à jouer, autorisons donc son compagnon à rompre l'union matrimoniale, désormais sans but et sans fruit ; l'époux libéré pourra contracter un nouveau mariage lui permettant d'avoir des enfants sains, susceptibles d'accroître à leur tour le patrimoine national.

Il y aurait là, en outre, une mesure de santé publique. Liés sans espoir de retour à un dément, le conjoint sain d'esprit se trouvera trop souvent poussé au concubinage ; des unions libres se formeront, contraires à l'ordre social. Ne vaut-il pas mieux rompre cette chaîne et permettre à ces victimes d'une législation trop étroite de se refaire une vie.

Donc, double argumentation : autoriser le divorce pour cause d'aliénation mentale, ce serait d'abord contribuer à la conservation de la race ; ce serait aussi édicter une mesure d'une haute portée morale.

Tout ce qui est relatif à la conservation de la race doit être constamment présent à l'esprit du législateur ; et ceci n'est, hélas, nulle part plus vrai que dans notre pays. Mais si, prenant en considération cette redoutable question de l'hérédité, nous accordons le divorce pour cause d'aliénation mentale, nous allons, en bonne logique, lui donner une énorme extension. Le conjoint de tout malade chronique, qu'il s'agisse de tuberculose, de tabès, de néphrite, de diabète, enfin de toute autre affection qui puisse compromettre l'avenir de la race, sera implicitement fondé à se prévaloir des mêmes droits. Ce serait contrevenir au principe même du mariage et en altérer gravement le caractère sacré. Où serait alors cette union dans la bonne comme dans la mauvaise fortune ? Le remède serait en ce cas pire que le mal.

D'autre part, il est évident que le conjoint sain d'esprit qui voit le compagnon de sa vie sombrer dans la folie, est souvent tenté de mener une vie irrégulière ; mais allons-nous, pour régulariser quelques situations, fâcheuses sans doute, mais résultant souvent de bien d'autres motifs, compromettre gravement une de nos institutions fondamentales ? Le jour où un affaiblissement physique se traduisant par la folie ou autrement causerait la rupture de l'union matrimoniale, on ne serait pas loin, qu'on le veuille ou non, de la conception du mariage telle

qu'elle est définie par la célèbre et antique maxime reproduite par Loysel « Boire, manger et coucher ensemble, c'est mariage ce me semble ». Est-ce là une conception conforme à la dignité humaine et en rapport avec notre civilisation ?

Et puis il semble qu'une telle réforme aurait une répercussion des plus fâcheuses sur la famille en général. Quelle est la situation des enfants à l'égard de celui de leurs auteurs ; qui, pour cause de folie, demanderait le divorce contre l'autre au lieu de le soigner ? La rupture entre le demandeur et les enfants ne serait-elle pas moralement aussi profonde qu'entre les deux conjoints ? Nous ne pouvons pas admettre que ce soit là un résultat souhaitable.

En résumé il nous semble que les projets de loi de MM. Viollette et Colin doivent être repoussés :

1° Parce que dans notre droit le divorce repose sur l'idée de faute, et que l'aliénation mentale ne peut être estimée telle.

2° Ce serait en tout cas faciliter de nouveaux divorces, ce qui serait déplorable.

Nous voyons dans cette initiative d'élargissement des causes du divorce un épisode de la grande lutte, sans cesse poursuivie, du droit individuel et du droit familial, de la règle et de la soif d'indépendance. Les leçons du passé nous montrent si souvent le triomphe de cette dernière, que nous pouvons nous demander s'il sera jamais possible de l'endiguer. A

force d'attaquer sournoisement ou de front, l'idée qui était jadis le fondement du mariage et qui, en le faisant immuable, lui donnait sa force et sa grandeur, on en arrivera à perdre de vue les avantages que les conjoints en tiraient pour ne plus voir que les charges qu'il impose, les obstacles qu'il crée et les sacrifices qu'il réclame. N'en est-ce point un suprême que de vieillir dans la solitude et l'isolement, en demeurant fidèle à un idéal atteint mais non brisé ? C'est, dira-t-on, sacrifier inutilement sa vie. Mais nous en sommes, nous Français, à un tournant de notre histoire où, meurtris, quoique vainqueurs, nous pouvons nous dire, le front haut, qu'il n'y a pas de sacrifices inutiles.

Vu : le Président de la thèse,

PIÉDELIÈVRE

Vu : Le Doyen

LARNAUDE

Vu et permis d'imprimer

Le Vice-Recteur de l'Académie de Paris

L. POINCARÉ

## TABLE DES MATIÈRES

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                  | Pages |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------|
| INTRODUCTION .....                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                               | 5     |
| CHAPITRE PREMIER. — Historique des causes du divorce. L'aliénation mentale a-t-elle, à une époque quelconque, été admise au nombre de ces causes ? Le droit romain. L'ancien droit. La période révolutionnaire. La loi de 1854. ....                                                                                                                                                                                             | 7     |
| CHAPITRE II. — Les propositions de loi. Projet Viollette. Projet Colin .....                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                     | 18    |
| CHAPITRE III. — Doctrine et jurisprudence. La doctrine. Interprétation par les Tribunaux de l'art. 232 du Code civil. Cas où l'aliénation mentale est la conséquence directe de faits imputables au conjoint dément ? Quid, si l'aliénation mentale est antérieure au mariage ? Si l'aliéné ne jouissait pas de la raison au moment de la célébration du mariage ? Si le mariage a été célébré dans un intervalle lucide ? ..... | 26    |
| CHAPITRE IV. — Droit comparé. Les lois Scandinave, Bulgare, Monégasque, Portugaise. L'art. 1563 du Code civil allemand. Sa conception de la communauté mentale. La loi fédérale suisse ...                                                                                                                                                                                                                                       | 49    |
| CHAPITRE V. — Discussion .....                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                   | 77    |
| § 1. — Admettre l'aliénation mentale au nombre des causes du divorce n'est pas conforme aux principes généraux de notre droit .....                                                                                                                                                                                                                                                                                              | 77    |
| § 2. — Du sens du mot « aliénation mentale » .....                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                               | 81    |

|                                                                                                                                                                                        |     |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----|
| § 3. — De la condition de continuité de l'internement pendant trois ans. Quelle est, par surcroît, la valeur de cette condition prise comme critérium dans les projets en cours ?..... | 83  |
| § 4. — L'aliénation mentale est-elle une maladie comme les autres ? .....                                                                                                              | 85  |
| § 5. — Accorder le divorce pour cause d'aliénation mentale, c'est se mettre en contradiction avec l'article 212 du Code civil.....                                                     | 95  |
| § 6. Peut-on affirmer que tel aliéné est incurable ?.                                                                                                                                  | 102 |
| § 7. — Ne faut-il pas, dans l'intérêt de la conservation de la race et dans celui de la moralité publique, admettre l'aliénation mentale au nombre des causes du divorce ?.....        | 106 |
| CONCLUSION. — L'aliénation mentale ne saurait, à notre avis, constituer une cause de divorce.....                                                                                      | 109 |



